



**Convention relative
aux droits de l'enfant**

Distr.
GÉNÉRALE

CRC/C/61/Add.5
13 mars 2003

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

COMITÉ DES DROITS DE L'ENFANT

**EXAMEN DES RAPPORTS PRÉSENTÉS PAR LES ÉTATS PARTIES
EN APPLICATION DE L'ARTICLE 44 DE LA CONVENTION**

Rapports initiaux des États parties devant être soumis en 1998

BRUNÉI DARUSSALAM

[20 décembre 2001]

TABLE DES MATIÈRES

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
Liste des sigles et acronymes.....		5
INTRODUCTION.....	1 – 12	6
I. MESURES D'APPLICATION GÉNÉRALES.....	13 – 29	9
A. Mesures prises au cours des deux dernières années pour aligner la législation et la politique nationales sur les dispositions de la Convention.....	13 – 18	9
B. Renforcement des mécanismes de coordination des politiques relatives à l'enfance et de contrôle de l'application de la Convention.....	19 – 24	9
C. Mesures prises pour faire connaître les principes et les dispositions de la Convention aux adultes comme aux enfants.....	25	11
D. Mesures prises pour amener l'ensemble de la société à participer à la mise en œuvre de la Convention.....	26	11
E. Coordination et coopération sur le plan international.....	27 – 29	11
II. DÉFINITION DE L'ENFANT.....	30 – 42	12
III. PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	43 – 69	14
A. Non-discrimination.....	43 – 46	14
B. Intérêt supérieur de l'enfant.....	47 – 54	14
C. Droit à la survie et au développement.....	55 – 62	16
D. Respect des opinions de l'enfant.....	63 – 69	17
IV. LIBERTÉS ET DROITS CIVILS.....	70 – 121	18
A. Nom et nationalité.....	70 – 78	18
B. Préservation de l'identité.....	79 – 82	19
C. Liberté d'expression.....	83 – 90	20
D. Accès à une information appropriée.....	91 – 105	21
E. Liberté de pensée, de conscience et de religion.....	106 – 109	24
F. Liberté d'association et de réunion pacifique.....	110 – 111	24
G. Protection de la vie privée.....	112 – 116	25
H. Droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants.....	117 – 121	25

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
V. MILIEU FAMILIAL ET PROTECTION DE REMPLACEMENT	122 – 184	27
A. Responsabilité parentale	122 – 126	27
B. Séparation d'avec les parents.....	127 – 134	27
C. Réunification familiale	135	29
D. Recouvrement de la pension alimentaire de l'enfant en cas de divorce.....	136 – 145	29
E. Enfants privés de leur milieu familial.....	146 – 152	30
F. Adoption	153 – 164	31
G. Déplacement et non-retour illicite	165 – 168	33
H. Brutalités et négligence, réadaptation physique et psychologique et réinsertion sociale	169 – 184	34
VI. SANTÉ ET BIEN-ÊTRE	185 – 244	37
A. Survie et développement.....	185 – 194	37
B. Maladies transmissibles	195 – 196	40
C. Eau et assainissement	197 – 198	40
D. Enfants handicapés	199 – 207	40
E. Santé et enfants du Brunéi	208 – 215	42
F. Nutrition.....	216 – 217	43
G. Soins prodigués aux enfants défavorisés	218 – 229	43
H. Abandon et négligence	230 – 236	45
I. Dispositions budgétaires et autres	237 – 239	47
J. Services pédiatriques	240 – 242	47
K. Niveau de vie	243 – 244	47
VII. ÉDUCATION, LOISIRS ET ACTIVITÉS CULTURELLES ET SPORTIVES	245 – 284	48
A. Éducation, y compris formation professionnelle	245 – 275	48
B. Loisirs, activités récréatives et culturelles	276 – 284	54
VIII. MESURES SPÉCIALES DE PROTECTION	285 – 340	55
A. Enfants en situation d'urgence (réfugiés).....	285 – 288	55
B. Enfants touchés par des conflits armés et réinsertion sociale.....	289 – 290	56

TABLE DES MATIÈRES (*suite*)

	<u>Paragraphes</u>	<u>Page</u>
C. Enfants en conflit avec la loi (administration de la justice pour mineurs), enfants privés de liberté, condamnation d'enfants, réadaptation physique et psychologique et réinsertion sociale de l'enfant	291 – 318	56
D. Enfants en situation d'exploitation	319 – 324	61
E. Enfants impliqués dans l'abus de drogues	325 – 338	62
F. Enfants appartenant à une minorité ethnique ou à un groupe autochtone	339 – 340	64
IX. CONCLUSION	341 – 346	64
ANNEXES		
Annexe I Statistiques relatives aux nourrissons abandonnés au Brunéi Darussalam		66
Annexe II Infractions à l'ordonnance sur les enfants de 2000		67
Annexe III Statistiques relatives aux personnes de sexe féminin hébergées à Taman Noor Hidayah		68
Annexe IV Statistiques démographiques relatives aux enfants		69
Annexe V Statistiques relatives aux écoles religieuses islamiques		70
Annexe VI Carte du Brunéi Darussalam		71

Liste des sigles et acronymes

ANASE – Association des nations de l’Asie du Sud-Est

GCE – General Certificate of Education (certificat de fin d’études secondaires)

JTB – Jabatan Telekom Brunei (Département des télécommunications du Brunéi)

KACA – Persatuan Kanak-Kanak Cacat (Association d’enfants handicapés)

OMS – Organisation mondiale de la santé

ONG – Organisation non gouvernementale

PIB – Produit intérieur brut

PME – Petites et moyennes entreprises

Hôpital RIPAS – Hôpital Raja Isteri Pengiran Anak Saleha

RTB – Radio Television Brunei

Sida – Syndrome d’immunodéficience acquise

UNICEF – Fonds des Nations Unies pour l’enfance

VIH – Virus de l’immunodéficience humaine

INTRODUCTION

1. Le Brunéi Darussalam, situé sur la côte nord-ouest de l'île de Bornéo et dont les côtes s'étendent sur 161 km, recouvre un territoire de 5 765 km².
2. Au milieu de l'année 2000, la population du Brunéi Darussalam était estimée à 338 400 habitants, dont 179 100 hommes et 159 300 femmes. Elle est essentiellement jeune. D'après la structure par groupes d'âge, 108 965 personnes environ (32,2 %) ont moins de 15 ans, 204 055 (60,3 %) ont entre 15 et 64 ans (personnes actives), tandis que 25 380 personnes (7,5 %) ont 55 ans et plus. Le taux de croissance annuel de la population en 2000 est de 2,3 %. La densité de population atteint 59 habitants au km². Les Malais qui représentent environ 67,8 % de la population, sont les plus nombreux, ils sont suivis par les Chinois, puis par d'autres groupes sociaux.
3. D'après le recensement de la population mené en 1991 par le Département du développement économique et de la planification, l'espérance de vie moyenne est estimée à 72,1 ans pour les hommes et à 76,5 ans pour les femmes. Les derniers chiffres communiqués par le Ministère de la Santé affichent une tendance à l'augmentation de l'espérance de vie pour les deux sexes. De 1994 à 1996, elle est en effet passée à 75,4 ans pour les hommes et à 77,7 ans pour les femmes. Le taux de mortalité infantile était de 6,5 pour 1000 naissances en 1998.
4. Le Brunéi Darussalam est encore très tributaire des revenus du pétrole et du gaz naturel pour financer ses programmes de développement. Outre ces ressources, il tire également des revenus de loyers, redevances, impôts sur les sociétés et dividendes. Étant donné que le pétrole et le gaz sont des sources d'énergie non renouvelables, le Brunéi Darussalam compte diversifier son économie afin d'assurer le développement du pays.
5. Dans le cadre du Septième plan de développement (1996-2000), le Gouvernement a alloué environ 7,2 milliards de dollars du Brunéi (B\$) à la mise en œuvre de divers projets et programmes dans sept secteurs, à savoir l'industrie et le commerce, les transports et les communications, les services sociaux, les services publics, la construction, la sécurité et des secteurs divers. Parmi ces secteurs, ce sont les services sociaux qui bénéficient des crédits budgétaires les plus élevés, soit environ 27,5 % du total, à savoir 1 978 300 000 B\$. Cela montre que le Gouvernement a accordé la priorité au bien-être de sa population, des enfants notamment. Bien qu'aucune ligne de crédit n'ait été expressément ouverte en faveur des enfants, ces fonds sont principalement affectés à l'éducation et au secteur médico-sanitaire. Le secteur des services sociaux se décline en six sous-secteurs dotés des budgets ci-après:

– Éducation	407 millions de B\$ (21 %);
– Santé	212 millions de B\$ (11 %);
– Logement des fonctionnaires	124 millions de B\$ (6 %);
– Logements assurés par les collectivités publiques	918 millions de B\$ (46 %);

- Logements assurés par des associations religieuses 52 millions de B\$ (3 %); et
- Infrastructures publiques 264 millions de B\$ (13 %).

6. Le Brunéi Darussalam est le troisième plus gros producteur de pétrole d'Asie du Sud-Est, sa production s'élevant à 182 000 barils par jour en 1999. C'est aussi le quatrième plus grand producteur mondial de gaz de pétrole liquéfié. Le pétrole et le gaz représentaient environ 35 % du produit intérieur brut (PIB) du pays en 1999.

7. Le Brunéi Darussalam table sur les ressources humaines pour passer avec succès à une économie industrielle diversifiée. Or, comme la plupart des pays en développement, il manque de main-d'œuvre qualifiée. Aussi, accorde-t-il une importance capitale à l'éducation. La mise en valeur des ressources humaines est axée sur les compétences en gestion et les compétences industrielles, l'accent étant mis en particulier sur l'esprit d'entreprise, ainsi que sur la formation professionnelle et technique.

8. Les principales exportations du Brunéi Darussalam comprennent trois produits de base, à savoir le pétrole brut, les produits dérivés du pétrole et le gaz naturel liquéfié – vendus en grande partie au Japon, aux États-Unis et aux pays membres de l'ANASE. Le Gouvernement, qui a décidé de promouvoir d'autres secteurs, comme l'agriculture, le tourisme, les PME, la sylviculture et la pêche, a rencontré un franc succès, les activités dans ces domaines atteignant 64 % du PIB en 1996 contre seulement 24,3 % en 1991.

9. Le Brunéi Darussalam est un sultanat indépendant et souverain qui est gouverné sur la base d'une constitution écrite. La Constitution de 1959 dispose que le Sultan est le chef de l'État et qu'il est doté des pleins pouvoirs exécutifs. Le Sultan est assisté et conseillé par cinq conseils: le Conseil religieux, le Conseil privé, le Conseil des ministres (le Cabinet), le Conseil législatif et le Conseil de succession. S. M. le Sultan et Yang Di-Pertuan est l'autorité exécutive suprême. Il occupe la fonction de Premier Ministre depuis la restauration de l'indépendance du pays en 1984.

10. Le système administratif du Brunéi Darussalam est centré sur le Cabinet du Premier Ministre, lequel a encouragé le Sultan dans sa volonté d'accroître l'efficacité du Gouvernement. Le Sultan a à la fois suivi une politique traditionnelle et une politique de réforme, s'écartant d'une structure composée d'un Premier Ministre et d'un Secrétaire d'État pour passer à un système dans lequel les ministres sont dotés de portefeuilles spécifiques. C'est dans cet esprit que la nation est désormais guidée et que vit le Brunéi Darussalam. Le pays est imprégné de la langue, de la culture et des coutumes malaises et des enseignements et des valeurs de l'islam et de la monarchie, qui doivent être estimés et pratiqués par tous.

11. Le régime politique du Brunéi Darussalam repose sur les deux piliers que sont la Constitution écrite du pays et la tradition de la Monarchie islamique malaise (Melay Islam Beraja – MIB). Ces deux piliers dominant à la fois la vie politique officielle du Brunéi et la philosophie du Gouvernement. Un autre trait fondamental tient au respect de la primauté du droit, fondé principalement sur la *common law* anglaise et sur l'indépendance du pouvoir judiciaire.

12. Au Brunéi Darussalam, le système de la famille élargie qui veut que les parents, oncles, tantes, notamment, partagent un même toit, est toujours très largement répandu. En fait, les projets de programmes gouvernementaux de logement visent à maintenir ce système familial en garantissant aux familles la possibilité de se réinstaller les unes à proximité des autres. Ce système a largement contribué à renforcer le souci les uns des autres, en enseignant aux enfants à adhérer aux valeurs morales et spirituelles prônées par l'islam, grâce au respect des parents, des aînés, des gouvernants et des dirigeants. Cette éducation aide l'enfant à prendre conscience de ses propres responsabilités et du rôle qu'il est appelé à tenir dans la société. La pérennité de cet attachement à une société qui a le souci de ses membres s'inscrit dans la tradition et les valeurs islamiques qui sont ancrées dans la philosophie nationale de la Monarchie islamique malaise du Brunéi.

I. MESURES D'APPLICATION GÉNÉRALES

A. Mesures prises au cours des deux dernières années pour aligner la législation et la politique nationales sur les dispositions de la Convention

Contexte juridique

13. Le Brunéi Darussalam a adhéré à la Convention relative aux droits de l'enfant le 23 décembre 1995 en émettant une réserve générale relative aux dispositions susceptibles d'aller à l'encontre de la Constitution et des croyances et principes de l'islam, ainsi que des réserves spécifiques au sujet des articles 14 (liberté de pensée, de conscience et de religion), 20 (protection de l'enfant privé de son milieu familial) et 21 (adoption).

14. La législation en vigueur est conforme aux principes consacrés dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Les dispositions pertinentes seront examinées en détail ultérieurement dans le rapport.

15. Avant d'adhérer à la Convention relative aux droits de l'enfant, le Brunéi Darussalam avait commencé à rédiger des lois visant à renforcer la position des enfants dans toute une série de domaines. À cet égard, le Brunéi Darussalam vient de rédiger une loi visant à protéger les enfants victimes de brutalités et de négligence. Cette ordonnance sur les enfants de 2000 prévoit notamment la constitution d'une instance chargée de la protection de l'enfance et érige en infractions les brutalités, la négligence, l'abandon moral et physique dont un enfant peut être victime. Ces infractions sont punissables d'une amende et d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans. La traite d'enfants tombe aussi sous le coup de cette ordonnance et est passible d'une amende et d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans. L'ordonnance prévoit par ailleurs que la priorité est toujours donnée à l'intérêt supérieur de l'enfant lorsqu'il s'agit de régler une question quelconque concernant le bien-être de l'enfant.

16. Une ordonnance d'urgence a été adoptée en 1999 sur le droit islamique de la famille qui touche notamment, entre autres questions concernant les familles musulmanes, à l'entretien, à la responsabilité légale ou à la garde des enfants.

17. Dans le cas des non-musulmans, l'ordonnance d'urgence sur les femmes mariées, de 1999, comprend des dispositions relatives à l'entretien des enfants et l'ordonnance d'urgence sur la responsabilité légale des enfants de 1999 s'applique aux enfants non musulmans.

18. L'ordonnance sur l'adoption des enfants selon le droit islamique de 2001 et l'ordonnance sur l'adoption d'enfants de 2001, toutes deux entrées en vigueur le 26 mars 2001, prévoient des dispositions relatives à l'adoption d'enfants au Brunéi Darussalam et complètent la loi en vigueur sur l'enregistrement des adoptions (chap. 123).

B. Renforcement des mécanismes de coordination des politiques relatives à l'enfance et de contrôle de l'application de la Convention

19. Le Service des affaires sociales, qui relève du Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports, est l'institution chargée du bien-être et du développement de l'enfant. Il joue également le rôle de centre de coordination des questions liées à l'enfance, notamment pour la collecte et la diffusion d'informations. Il assure les fonctions de secrétariat dans la mise en œuvre de la

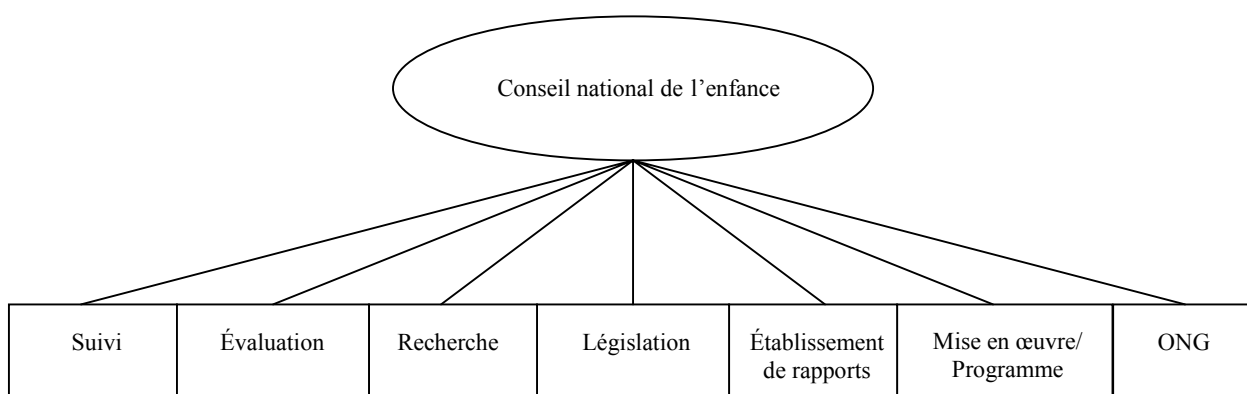
Convention relative aux droits de l'enfant. À ce propos, le Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports a confié la rédaction du rapport sur l'application de la Convention à un comité composé de représentants des institutions suivantes: Cabinet du Premier Ministre, Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports, Ministère de l'éducation, Ministère de la santé, Bureau du Procureur général, Ministère des affaires religieuses, Ministère de l'intérieur, Ministère des affaires étrangères et Conseil des femmes (ONG).

20. Un groupe de travail comprenant des représentants des institutions ci-dessus et des représentants des départements ci-après a également été créé: Département de l'information, Radio Television Brunei, Police royale du Brunéi, Administration pénitentiaire, Département de la planification et du développement économique, Bureau du contrôle des stupéfiants, Département du travail, Département de l'immigration et Service juridique islamique, relevant du Ministère des affaires religieuses.

21. Le Comité de rédaction est principalement chargé d'établir le rapport que doit présenter le Brunéi en vertu de la Convention et de suivre la mise en œuvre de celle-ci.

22. Une réunion consultative régionale sur la Convention relative aux droits de l'enfant (problématique de sa mise en œuvre), organisée par le Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports en coopération avec l'UNICEF, s'est tenue du 4 au 8 novembre 1996. Y ont participé des représentants de différents ministères et départements et d'ONG. Une session extraordinaire a également été organisée pendant la réunion avec des écoliers qui ont pris une part active aux débats. La réunion était présidée par S. M. royale Pengiran Isteri Hajjah Mariam Binti Haji Abdul Aziz qui a prononcé la *sabda* ou discours royal, dans laquelle elle a suggéré aux autorités compétentes de créer un conseil national de l'enfance. La structure de ce Conseil, qui a vu le jour le 18 janvier 2001, est la suivante:

Figure 1



23. Le Conseil a pour mandat de:

a) Coordonner les activités en faveur des enfants entreprises par différents organes et organisations; et de

b) Faire en sorte que les principes de la Convention relative aux droits de l'enfant soient pris en considération dans l'élaboration des politiques nationales.

24. Le Conseil se compose de représentants de diverses institutions telles que le Cabinet du Premier Ministre, le Ministère de la santé, le Ministère de l'éducation, le Ministère de l'intérieur, le Ministère des affaires religieuses, le Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports et d'ONG.

C. Mesures prises pour faire connaître les principes et les dispositions de la Convention aux adultes comme aux enfants

25. La Convention a été traduite en malais. Le texte de la Convention et ses définitions doivent être diffusés auprès de divers ministères et institutions gouvernementales et auprès de la population en général grâce à:

- a) La mobilisation des médias;
- b) L'intégration de la Convention relative aux droits de l'enfant dans les programmes scolaires; et
- c) La sensibilisation des parents et des familles à la Convention à travers des campagnes, séminaires et ateliers.

D. Mesures prises pour amener l'ensemble de la société à participer à la mise en œuvre de la Convention

26. Plusieurs programmes ont été mis en place afin d'intégrer l'ensemble de la société dans le processus de mise en œuvre de la Convention, qui consistent notamment à:

- Assurer la diffusion de la Convention dans les villages par l'intermédiaire des chefs de village;
- Soutenir les concerts, spectacles et pièces de théâtre donnés par des enfants dans les quatre districts du pays; et
- Diffuser la Convention dans toutes les écoles du pays.

E. Coordination et coopération sur le plan international

27. Avant que le Brunéi Darussalam ne devienne partie à la Convention relative aux droits de l'enfant, un séminaire sur le fonctionnement de la Convention relative aux droits de l'enfant avait été organisé par le Bureau du Procureur général fin 1995 afin de présenter la Convention aux différentes institutions gouvernementales et non gouvernementales. Avant que la Convention ne soit signée en 1995, une équipe de fonctionnaires de l'UNICEF s'est rendue au Brunéi Darussalam dans le but de fournir des renseignements en la matière, ce qui a donné lieu à la tenue de la réunion consultative mentionnée précédemment.

28. Le Brunéi Darussalam coopère étroitement avec les experts de l'UNICEF à la mise en œuvre de la Convention. Conjointement avec l'UNICEF, il a organisé les manifestations suivantes:

- Une réunion consultative régionale du 4 au 8 novembre 1996; et

- Un atelier sur la Convention du 12 au 14 octobre 1998 sur l'initiative du Service des affaires sociales.

29. Les fonctionnaires du Bureau du Procureur général et du Service des affaires sociales ont non seulement organisé des réunions et des séminaires, mais ils ont aussi participé à plusieurs manifestations de ce type à l'étranger organisées par l'UNICEF, telles que la Réunion régionale des mécanismes de coordination nationale pour la Convention relative aux droits de l'enfant en Asie de l'Est et dans la région du Pacifique, tenue du 19 au 21 mai 1998, à Bangkok (Thaïlande).

II. DÉFINITION DE L'ENFANT

30. La principale définition de l'enfant en droit brunéien figure dans la loi sur les clauses générales et les clauses d'interprétation (chap. 4, voir plus loin), qui est conforme à la définition donnée dans la Convention relative aux droits de l'enfant. Toutefois, d'autres lois fixent des limites d'âge applicables à telle ou telle catégorie d'enfants, en fonction des circonstances particulières indiquées ci-après.

31. Aux termes de la loi sur les clauses générales et les clauses d'interprétation (chap. 4), le terme «enfant» ou «mineur» désigne une personne de moins de 18 ans. La loi en question a trait à l'élaboration, à l'interprétation et à la publication des lois. Aussi, cette disposition s'applique-t-elle en l'absence de toute définition expresse dans la législation nationale.

32. Selon l'ordonnance sur les enfants de 2000, le terme «enfant» s'entend d'une personne âgée de moins de 18 ans.

33. La loi sur le travail (chap. 93) définit l'enfant comme une personne de moins de 14 ans, et le jeune comme une personne de moins de 18 ans qui a cessé d'être un enfant. La différence tient à ce que les jeunes peuvent être employés dans toute entreprise industrielle en dehors de la période 22 heures-7 heures du matin. La loi interdit par ailleurs d'employer des enfants et des jeunes de moins de 18 ans à bord de navires ou à des travaux souterrains. Bien que l'on ne connaisse pas actuellement d'enfants qui travaillent dans le pays, si tel était le cas, les dispositions concernant l'emploi des enfants et des jeunes seraient applicables.

34. La loi sur le mariage (chap. 76) régit la célébration solennelle et l'enregistrement des mariages religieux et civils. Aux termes de cette loi, le mineur est défini comme une personne de moins de 18 ans qui n'est pas veuve. L'âge légal pour le mariage est fixé à 14 ans. Lors de la célébration solennelle d'un mariage auquel l'une des parties est mineure, le consentement du père, du responsable légal ou de la mère du mineur est requis. Au regard de la loi, un mariage entre mineurs célébré solennellement sans le consentement requis est un délit, passible d'une peine d'emprisonnement de trois ans et d'une amende. Cette loi ne s'applique pas aux mariages musulmans, lesquels sont régis par la charia. En dépit de ces dispositions, le bureau de l'état civil atteste du faible nombre de mariages entre mineurs, qui unissent généralement des personnes habitant dans des zones rurales ou appartenant à des groupes autochtones.

35. La loi sur le Conseil religieux et les tribunaux de cadi (chap. 77) ne fixe pas d'âge limite pour le mariage d'un musulman et, conformément à la charia, un tel mariage peut être enregistré en vertu des dispositions du paragraphe 3 de l'article 137 de la loi.

36. S'agissant de la responsabilité pénale de l'enfant, le Code de procédure pénale (chap. 7) définit le jeune délinquant comme tout enfant âgé de plus de 7 ans et de moins de 18 ans, reconnu coupable d'un délit punissable d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement. Aux termes du Code pénal (chap. 22), il n'y a pas délit si l'acte est commis par un enfant de moins de 7 ans. Il n'y a pas délit non plus si l'acte est commis par un enfant de plus de 7 ans et de moins de 12 ans dont la faculté de discernement ne lui permet pas de juger de la nature et des conséquences de ses actes.
37. Dans la pratique, plusieurs facteurs influent sur la décision de poursuivre ou non en justice des personnes âgées de moins de 18 ans. Parmi ces facteurs figurent la gravité de l'infraction, les antécédents disciplinaires de l'enfant, l'éducation qu'il a reçue et, le cas échéant, les recommandations reçues des autorités scolaires et toute autre circonstance atténuante entrant en ligne de compte. La question des enfants en situation de conflit avec la loi sera examinée en détail dans une autre section du rapport.
38. La loi sur les relations sexuelles illicites (chap. 29) condamne les relations sexuelles avec une mineure de moins de 16 ans. Le Code pénal (chap. 22) qualifie de délit les relations sexuelles avec une mineure de moins de 14 ans, qu'elle y ait consenti ou non. Par conséquent, s'il est vrai qu'une jeune fille âgée de 14 à 16 ans est jugée capable de donner son consentement à des relations sexuelles, celles-ci n'en demeurent pas moins un délit. En conséquence, quiconque entretient des relations sexuelles avec des jeunes filles âgées de moins de 16 ans qu'il y ait eu ou non consentement de leur part, se rend passible de poursuites. L'article 375 du Code pénal prévoit toutefois une exception: les relations sexuelles entre un homme et son épouse ne sont pas constitutives d'un viol, si la femme a 13 ans révolus.
39. S'agissant de la participation à une procédure administrative ou judiciaire pouvant avoir des conséquences pour l'enfant, le règlement de la Haute Cour du Brunéi (procédure civile) dispose que l'enfant peut être représenté en pareil cas par un tuteur *ad litem* ou un ami proche.
40. La charia classe les enfants en deux catégories, à savoir: les enfants qui ne sont pas *mumaiz*, et les enfants qui sont *mumaiz* mais non *baligh*. Les enfants qui ne sont pas *mumaiz* sont ceux qui ne peuvent discerner le bien du mal (l'âge de raison étant fixé à 7 ans). Les enfants *mumaiz* mais non *baligh* sont ceux qui peuvent discerner le bien du mal (et sont donc âgés de plus de 7 ans) mais qui ne sont pas pubères. Toutefois, du point de vue des droits et des intérêts de l'enfant (entretien, scolarité, éducation morale, sécurité, etc.), les enfants peuvent se définir comme des personnes qui n'ont pas atteint la majorité, fixée à 18 ans. Dans la loi sur le Conseil religieux et les tribunaux de cadî (chap. 77), le mineur est défini, à l'article 2, comme une personne de moins de 18 ans qui n'est pas veuve.
41. Au titre de la loi sur les déclarations et les prestations de serment (chap. 3), une personne immature est admise à témoigner devant un tribunal après que celui-ci lui aura enjoint de «dire la vérité, toute la vérité et rien que la vérité». Dans la pratique, avant qu'un enfant ne fasse entendre son témoignage, le tribunal commence par déterminer s'il est en mesure de comprendre la portée d'un témoignage fait sous serment et, si tel n'est pas le cas, il lui enjoindra de dire la vérité. Les témoignages sont alors recevables et il appartient au tribunal d'en apprécier la valeur.

42. L'ordonnance sur l'adoption d'enfants selon la loi islamique de 2001 applicable aux musulmans et l'ordonnance sur l'adoption d'enfants de 2001 applicable aux non-musulmans définissent de la même manière l'enfant comme une personne célibataire n'ayant pas atteint l'âge de 18 ans.

III. PRINCIPES GÉNÉRAUX

A. Non-discrimination (art. 2)

Contexte juridique

43. Il n'existe actuellement aucun texte de loi en la matière et il ne semble pas nécessaire de légiférer à ce sujet.

Application

44. Il est rare que les enfants subissent une discrimination dans les services, en particulier dans les services publics, dont ils jouissent sans exception. En matière de prestations, ils ne font l'objet d'aucune discrimination fondée sur le sexe.

45. Dans certains services, ils sont plus avantagés que les adultes. Ainsi, le Brunéi Darussalam offre des soins de santé gratuits à tous les citoyens du Brunéi, aux résidents permanents et à tous les enfants âgés de moins de 12 ans, quelle que soit leur nationalité. Lorsqu'ils ont besoin de soins médicaux que le pays ne peut leur offrir, les citoyens du Brunéi, y compris les enfants, sont envoyés à l'étranger, où ils sont soignés aux frais de l'État.

46. Dans le secteur de l'éducation, la politique d'éducation nationale a pour but notamment de permettre à tous les enfants du Brunéi de répondre à leurs besoins et à leurs aspirations et de participer, en qualité de citoyens, au développement du pays. Le Brunéi Darussalam accorde la scolarité gratuite à tous les citoyens du Brunéi. Les non-citoyens (résidents permanents et travailleurs expatriés) peuvent demander l'autorisation d'envoyer leurs enfants dans des écoles publiques, en s'acquittant d'une taxe, au demeurant modique.

B. Intérêt supérieur de l'enfant (art. 3)

Contexte juridique

47. L'ordonnance sur les enfants de 2000 prescrit les soins et la protection à offrir aux enfants, en particulier à ceux qui se trouvent dans une situation de vulnérabilité, victimes de brutalités, d'exploitation ou d'abandon. À ce titre, en cas de problème concernant le bien-être de l'enfant, quelles que soient les circonstances en jeu, la considération première doit toujours être l'intérêt supérieur de l'enfant.

Application

48. Le Brunéi Darussalam met l'accent sur la nécessité de veiller sur ses jeunes citoyens. Dans bien des domaines, tels que l'éducation et la santé, l'intérêt de l'enfant est convenablement protégé. Même lorsque l'enfant se trouve manifestement en conflit avec la loi, l'idéal sera de

rééduquer le jeune délinquant et de l'éveiller à ses responsabilités envers la société, plutôt que de le pénaliser.

49. Le Service des affaires sociales du Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports, en collaboration avec le Département des services médicaux et la Police royale du Brunéi, assure une protection aux enfants victimes de brutalités en leur offrant un hébergement et des soins. Le Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports dirige un centre expressément destiné à accueillir des jeunes filles et des femmes. Créé en application de la loi pour la protection de la femme et de la jeune fille, le centre «Taman Noor Hidayah», a pour but:

- Fournir un encadrement et une formation à des jeunes filles et des femmes qui livraient à des activités nuisibles à la société, en vue de leur redressement moral;
- Offrir un refuge aux femmes et aux enfants victimes de brutalités.

50. Une brigade spéciale de la police est chargée de protéger les droits des jeunes délinquants, des femmes et des enfants. Elle s'occupe des cas d'atteinte et de brutalités physiques et mentales, de négligence, de mauvais traitements et d'exploitation sexuelle, et collabore avec le Service des affaires sociales du Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports, ainsi qu'avec le Département des services médicaux du Ministère de la santé.

51. Au Brunéi Darussalam, de nombreux organismes publics ou privés travaillent au bien-être des enfants. Un certain nombre de fonds ont été créés dans le pays, dans le but de mobiliser des ressources en faveur des enfants dans le besoin; ces fonds sont les suivants: le Fonds de district pour orphelins; le Fonds pour handicapés; le Fonds pour non-voyants; le Fonds du Prince héritier pour orphelins; le Fonds pour le bien-être national; le Fonds national pour orphelins; le Fonds de parrainage de l'enfance; le Fonds pour la lutte contre le sida; le Fonds médical pour l'enfance, et le Fonds Eric Goh.

52. Un certain nombre d'ONG apportent chaque année leur contribution au bien-être des enfants dans le besoin et des enfants handicapés en faisant des dons en espèces ou en nature (livres, uniformes scolaires et autres articles), ainsi qu'en organisant des programmes de loisirs à leur intention.

53. Plusieurs ministères, tels que le Ministère de l'intérieur, le Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports et le Ministère de l'éducation, organisent des activités sportives et des programmes culturels pour la jeunesse destinés à recueillir des fonds pour les enfants qui en ont besoin.

Difficultés

54. Il n'existe pas pour l'instant d'institutions œuvrant à la rééducation des garçons. La création d'un foyer pour garçons doit être proposée au titre du huitième plan de développement national, qui sera entrepris en 2001.

C. Droit à la survie et au développement

Contexte juridique

55. Le droit inhérent de l'enfant à la vie est reconnu dans la législation pénale du Brunéi Darussalam, qui en offre une protection adéquate.

56. Le Code pénal (chap. 22), qui vise les délits portant atteinte à la vie, s'applique notamment aux actes qui provoquent une fausse-couche et des lésions à l'enfant *in utero*, à l'abandon et à la dissimulation de la naissance (art. 312 à 318). Ainsi, une femme qui provoque sa propre fausse-couche est passible d'une amende et d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois ans, et si elle est parvenue à un stade avancé de sa grossesse, d'une peine d'emprisonnement de sept ans, assortie d'une amende (art. 312). Si la fausse-couche est provoquée avec le consentement de l'intéressée, la peine d'emprisonnement, assortie d'une amende, peut aller jusqu'à 10 ans (art. 313).

57. L'article 315 vise les actes tendant à empêcher un enfant de naître vivant ou à provoquer son décès après sa naissance, actes passibles d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans, assortie d'une amende. Ne tombent pas sous le coup de cet article les actes accomplis de bonne foi pour sauver la vie de la mère.

58. Lorsque l'acte, accompli pour provoquer la mort d'un enfant *in utero*, équivaut à un homicide volontaire, il est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans, assortie d'une amende (art. 316).

59. L'article 317 vise l'abandon physique ou moral d'un enfant de moins de 12 ans par le parent ou la personne qui en a la charge. Ce délit est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à sept ans et/ou d'une amende. Si l'enfant meurt des suites de l'abandon, l'auteur du délit peut également être poursuivi pour meurtre ou homicide volontaire.

60. Le fait de dissimuler la naissance d'un enfant en se débarrassant discrètement du corps, que l'enfant soit mort avant, après ou pendant la naissance, est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans et/ou d'une amende (art. 318).

Application

61. La police et les autres services compétents prennent très au sérieux les délits portant atteinte au droit de l'enfant à la vie et à la survie. Les coupables sont sévèrement punis.

62. Bien qu'il n'existe pas de disposition proclamant expressément le droit de l'enfant à la satisfaction de ses besoins essentiels (santé, logement, éducation, alimentation et eau), divers organismes publics et privés prêtent leur concours en dispensant des services dans les secteurs de la santé, de l'éducation et de la protection sociale. Le Brunéi met en œuvre des programmes de santé visant à assurer un apport complémentaire de vitamines ou de lait aux femmes enceintes, et des campagnes de vaccination obligatoire, et organise des visites dans les écoles et dans les familles où vivent des nouveau-nés. Un certain nombre de programmes du Ministère de l'éducation viennent en aide aux enfants, tels que les programmes de cours gratuits, de cantines scolaires, de transport et de bourses d'études, en place depuis longtemps déjà. Des organisations de femmes contribuent également à l'éducation des enfants en faisant don de livres et

d'uniformes scolaires aux enfants dans le besoin. Les enfants trouvés reçoivent des soins médicaux et sont pris en charge par le Ministère de la santé, tandis que le Service des affaires sociales facilite la procédure d'adoption.

D. Respect des opinions de l'enfant (art. 12)

Contexte juridique

63. Comme on l'a vu au chapitre II, intitulé «Définition de l'enfant», la loi sur les déclarations et les prestations de serment (chap. 3) dispose qu'une personne immature est admise à témoigner devant un tribunal après que celui-ci lui aura enjoint de «dire la vérité, toute la vérité et rien que la vérité». Dans la pratique, avant qu'un enfant ne fasse entendre son témoignage, le tribunal commence par déterminer s'il est en mesure de comprendre la portée d'un témoignage fait sous serment et, si tel est le cas, il lui enjoindra de dire la vérité. Les témoignages sont alors recevables et il appartient au tribunal d'en apprécier la valeur.

64. Le paragraphe 1 b) de l'article 93 1) b) de l'ordonnance d'urgence de 1999 (droit islamique de la famille) dispose que, pour décider qui aura la garde de l'enfant, le tribunal tient compte des souhaits de l'enfant, s'il est en mesure d'exprimer son opinion.

Application

65. Plusieurs activités tendant à encourager les enfants à s'exprimer en public sont organisées dans les écoles, sur les plans national et international.

66. L'article 133 A de la loi sur l'administration de la preuve (chap. 108) s'applique au témoignage des enfants. Aux termes de cet article, lorsqu'un enfant est cité à comparaître en tant que témoin et que, de l'avis du tribunal, il ne comprend pas la portée d'une déclaration sous serment, son témoignage peut être jugé recevable, bien qu'il ne soit pas fait sous serment. Toutefois, le tribunal doit être d'avis que la faculté de discernement de l'enfant justifie la recevabilité de son témoignage et que l'enfant comprend qu'il a le devoir de dire la vérité. Dans ces conditions, il faudra que toute déposition donnée par un enfant soit corroborée par d'autres éléments de preuve pour qu'un inculpé soit reconnu coupable et condamné.

67. La Radio Television Brunei émet un certain nombre de programmes qui permettent aux enfants de s'exprimer et d'échanger des idées. Le concours annuel de débats en langues anglaise et malaise en est un exemple. Les établissements scolaires organisent aussi chaque année des concours de discours pour élèves d'école primaire.

68. Certaines écoles et universités ont créé des conseils d'étudiants, dont le fonctionnement et la direction sont assurés par les étudiants eux-mêmes. Le président du conseil représente les étudiants et joue un rôle important dans la mesure où il soulève des questions touchant à leur bien-être.

69. Dans le cadre de l'islam, les enfants ont le droit de faire connaître leur point de vue et de prendre part à une décision qui les touche. Ainsi:

- Les enfants reconnus *mumaiz* peuvent, si leurs parents divorcent, décider avec lequel des deux ils veulent vivre, et

- Les enfants ont le droit de formuler des recommandations à l'adresse de leurs parents si ces derniers se trouvent en contradiction avec les principes et la philosophie de l'islam.

IV. LIBERTÉS ET DROITS CIVILS

A. Nom et nationalité (art. 7)

Contexte juridique

70. Au titre de la loi sur l'enregistrement des naissances et des décès (chap. 79), le père et la mère ont l'obligation légale de faire enregistrer la naissance et le décès de leur enfant. La naissance doit être enregistrée dans un délai de 14 jours. Lorsque le nom de l'enfant ne peut être établi dans ce laps de temps, l'enregistrement doit se faire au plus tard deux mois après la naissance. Le décès doit être enregistré dans les 12 heures.

71. La loi sur la nationalité du Brunéi Darussalam (chap. 15) vise la condition de sujet de S. M. le Sultan et Yang Di-Pertuan, qu'il s'agisse de personnes sujettes de Sa Majesté en vertu de la loi ou de personnes qui le sont par enregistrement et naturalisation.

72. Est considérée comme sujette de S. M. le Sultan en vertu de la loi toute personne qui, à la date de référence ou ultérieurement:

a) Est née au Brunéi et est communément reconnue comme appartenant à l'un des groupes autochtones malais reconnus, à savoir: Belait, Bisayah, Brunéi, Dusun, Kedayan, Murut ou Tutong;

b) Est née au Brunéi, de père et mère nés tous deux au Brunéi et appartenant à des groupes considérés comme autochtones au Brunéi, visés dans l'annexe 1 à la loi uniquement;

c) Est née en dehors du territoire du Brunéi, de père communément reconnu comme appartenant à l'un des groupes autochtones malais, à savoir: Belait, Bisayah, Brunéi, Dusun, Kedayan, Murut ou Tutong; ou de père et mère nés tous deux au Brunéi et appartenant à des groupes considérés comme autochtones au Brunéi, visés dans l'annexe 1 à la loi;

d) Est née au Brunéi à la date de référence ou ultérieurement d'un père qui, au moment de la naissance de ladite personne, était sujet de Sa Majesté; et

e) Est née en dehors du territoire du Brunéi, d'un père qui, au moment de la naissance de ladite personne, était sujet de Sa Majesté par enregistrement au titre de l'article 5, si la naissance a été enregistrée auprès d'un Consulat du Brunéi ou au Brunéi dans les six mois qui ont suivi, ou dans le délai que Sa Majesté peut consentir à accorder en l'espèce.

73. La loi sur la nationalité du Brunéi Darussalam dispose également que Sa Majesté peut autoriser l'enregistrement de l'enfant mineur d'un de ses sujets comme sujet, sur demande déposée en bonne et due forme par le père ou la mère ou par le responsable légal de l'enfant; Sa Majesté peut aussi, si elle estime que des circonstances particulières le justifient, autoriser l'enregistrement de tout mineur comme sujet.

74. Le Bureau des naissances du Département de l'immigration et du registre national de l'état civil dispose de 25 indicatifs de zones qui recouvrent l'ensemble des districts et des zones géographiquement éloignées du Brunéi Darussalam. L'équipe de médecins itinérants apporte son concours en enregistrant les naissances qui surviennent dans des zones éloignées et excentrées, et par conséquent difficiles d'accès.

Application

75. À sa naissance, l'enfant doit être enregistré auprès de la Section des naissances, décès et adoptions du Département de l'immigration et du registre national de l'état civil.

76. Tout enfant né en dehors du territoire du Brunéi Darussalam, de père sujet de Sa Majesté, doit être enregistré auprès de l'autorité compétente du pays où il est né. Le père ou le responsable légal doit également déclarer la naissance à la mission du Brunéi Darussalam la plus proche pour pouvoir revendiquer la citoyenneté du Brunéi pour le compte de l'enfant.

77. De même, tout enfant né au Brunéi Darussalam de parents étrangers doit, à sa naissance, être enregistré auprès du Bureau des naissances du Brunéi, ainsi qu'auprès de l'ambassade de son pays pour qu'il puisse se prévaloir de la citoyenneté du pays de ses parents conformément à la législation nationale de celui-ci. Depuis 1923, toute naissance survenant au Brunéi Darussalam doit être enregistrée.

Difficultés

78. Il arrive que des naissances ne soient pas enregistrées s'agissant, par exemple, d'enfants abandonnés, lorsque leur cas n'a pas été porté à l'attention des autorités et que les personnes qui les ont trouvés ou élevés n'ont pas pris les dispositions voulues pour signaler leur existence. En pareils cas, aucun certificat de naissance n'est établi et l'enfant aura du mal, lorsqu'il sera plus âgé, à se faire délivrer des documents d'identité.

B. Préservation de l'identité (art. 8)

Contexte juridique

79. Outre l'enregistrement des naissances au titre de la loi sur l'enregistrement des naissances et des décès, la loi sur le registre national de l'état civil (chap. 19) prescrit l'enregistrement des personnes au Brunéi Darussalam aux fins de l'établissement de cartes d'identité. Ces cartes comportent des renseignements tels que le nom (et autres noms connus), l'appartenance ethnique et la citoyenneté de la personne. Les enfants âgés de moins de 12 ans n'ont pas à être enregistrés.

80. Au titre de la réglementation sur les passeports, établie conformément à la loi sur les passeports (chap. 146), un passeport du Brunéi, un certificat international d'identité, un certificat général d'identité ou un certificat d'urgence peuvent être sollicités pour voyager.

Application

81. Dès l'âge de 12 ans, l'enfant est tenu par la loi de détenir une carte d'identité qui est établie en fonction de son statut, comme suit:

- a) Carte d'identité de couleur jaune pour les citoyens;
- b) Carte d'identité de couleur violette pour les résidents permanents; et
- c) Carte d'identité de couleur verte pour les résidents temporaires (au bénéfice par exemple, d'un permis de travail) qui ont pénétré légalement sur le territoire du Brunéi et qui détiennent des permis d'immigration les autorisant à un séjour de plus de trois mois (cette disposition s'applique également aux enfants de 12 ans révolus, dont les parents sont titulaires d'une carte d'identité de couleur verte).

82. Les certificats internationaux d'identité sont délivrés à l'intention des résidents permanents du Brunéi Darussalam, c'est-à-dire aux personnes qui résident dans le pays.

C. Liberté d'expression (art. 13)

Contexte juridique

83. Aucune disposition juridique ne garantit expressément la liberté d'expression. Cependant, l'article 48 de la loi sur le Conseil religieux et les tribunaux de cadi (chap. 77) vise au paragraphe 1) b) iii) le rôle des juridictions civiles dans les affaires de garde d'enfants. Lorsque les parents divorcent, il est tenu compte du souhait de l'enfant de demeurer avec l'un ou l'autre parent, à condition qu'il soit *mumaiz*, ou «capable d'exprimer son opinion».

Application

84. Au Brunéi Darussalam, la tradition et la culture jouent encore un rôle important dans l'éducation des enfants, et le respect des aînés reste à l'honneur. En conséquence, les enfants expriment leur opinion dans le cadre de certaines limites, généralement fixées par leurs parents. Toutefois, des activités pour enfants, telles que des concours ou des ateliers de contes, encouragent les enfants à s'épanouir et à s'exprimer.

85. Aucune disposition de la loi sur le Conseil religieux et les tribunaux de cadi ne vise le cas des personnes ayant le droit à la garde d'un enfant (*hadanah*), ni l'administration des biens d'un mineur; la loi ne fait que préciser la portée de la compétence du tribunal de cadi dans les affaires civiles ayant trait à la garde d'un enfant, aux paragraphes 1 iii) et 1 A de l'article 48. Le tribunal se prononce, en l'espèce, conformément aux principes de la charia, qui garantissent également le droit pour un enfant de choisir la personne avec laquelle il souhaite vivre, à condition qu'il soit *mumaiz*, ou capable d'exprimer son opinion.

86. Les enfants sont également encouragés à formuler des recommandations à l'adresse de leurs parents dans les cas où la religion, la culture et la législation nationale sont en conflit.

87. Au Brunéi Darussalam, les enfants sont aussi encouragés à adhérer à des clubs et associations scolaires, dont les plus prisés sont la Société du Croissant-Rouge, les Scouts, les Guides, les Cadets de l'armée et les Cadets de la police.

88. Des journaux locaux, tels que le *Borneo Bulletin* et le *New Express*, prévoient des espaces dans leurs colonnes pour y publier le courrier des lecteurs sur des questions diverses. Souvent, les enfants écrivent à la rédaction, qui publie leurs lettres dans ces colonnes.

89. Le Département des télécommunications du Brunéi (Jabatan Telekom Brunei, JTB), via son prestataire de services Internet «Brunet», permet aux ressortissants du Brunéi d'accéder au Web. L'âge minimal pour ouvrir un compte sur «Brunet» est de six ans, moyennant le consentement des parents, qui garantissent le paiement de l'abonnement.

Difficultés

90. Si l'on peut accéder aux services d'Internet au Brunéi Darussalam, aucune législation ne régleme pour l'instant le cyberspace, bien qu'un organe national qui sera chargé de se pencher sur la question soit en chantier. JTB ne régleme pas l'accès aux divers sites Internet: il appartient donc aux parents ou aux responsables légaux de surveiller le type d'informations auxquelles l'enfant a accès.

D. Accès à une information appropriée (art. 17)

Contexte juridique

91. La loi sur la censure des films et des spectacles publics (chap. 69) institue la censure des films et autres spectacles publics. La diffusion ou la projection d'un film en l'absence de l'autorisation requise est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 12 mois, assortie d'une amende.

92. La loi sur les publications indésirables (chap. 25) interdit d'importer, de distribuer ou de reproduire des publications contraires à l'intérêt général. L'importation, la publication, la vente ou l'offre à la vente, la distribution ou la reproduction de tout article interdit sont passibles d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à quatre ans.

93. La Notification de 1998 sur la radiodiffusion (Code de pratique), publiée en application de l'article 9 de l'**ordonnance d'urgence sur la radiodiffusion de 1997** vise toutes les émissions de radio et de télévision, y compris tous les services de radiodiffusion de chaînes non codées.

94. Au titre de ce Code, toutes les émissions de télévision devraient s'accompagner d'une mention d'avertissement appropriée, comme suit:

- a) U Programme tout public;
- b) 12 Interdit aux moins de 12 ans;
- c) PG Présence ou accord parental souhaitable;
- d) 18 Interdit aux moins de 18 ans.

95. L'annexe 1 (Code sur les émissions des services de radiodiffusion) donne, en ce qui concerne les programmes pour enfants, une liste de normes à respecter, comme suit:

- Les programmes pour enfants ne devraient pas comporter de scènes de violence, d'horreur ou de sexe;

- Les programmes pour enfants devraient refléter les principes et les valeurs de la monarchie musulmane malaise et inculquer et promouvoir le respect de la loi et de l'ordre établi, des parents et des aînés et du prochain, ainsi que des biens de la collectivité, et de l'honorabilité;
- Les programmes devraient refléter des valeurs supérieures, en établissant une distinction claire entre le bien et le mal, et prôner les valeurs morales.

96. Les programmes diffusés ne devraient pas comporter de scènes représentant:

- a) La consommation d'alcool ou de cigarettes, l'abus de drogues ou l'incitation à la consommation d'alcool, de cigarettes ou de drogues (si ce n'est dans un but éducatif pour mettre les enfants en garde contre leurs conséquences néfastes);
- b) Des marques commerciales de produits alcooliques ou de drogues illicites.

97. Les émissions comportant des scènes affichant des marques commerciales de cigarettes devraient avoir obtenu au préalable l'approbation du Ministre chargé de la radiodiffusion. Celles affichant une violence excessive à l'égard des êtres humains ou des animaux, y compris les dessins animés, ou encore à l'égard des biens, sont à éviter. Les émissions destinées aux enfants ne devraient jamais se conclure d'une manière qui pourrait les troubler ou se révéler néfaste sur le plan émotionnel.

98. L'annexe 2 (Code de pratique pour la publicité) de la notification contient également une section intitulée «Les enfants et la publicité», qui donne des directives sur le contenu des messages publicitaires, dont les suivantes:

- a) Les messages publicitaires ne devraient pas refléter de valeurs qui mettent à mal la relation de respect qui unit les enfants aux adultes (par exemple, en prônant le manque de respect ou la désobéissance envers les adultes);
- b) Les messages publicitaires qui ciblent essentiellement les enfants, ou paraissent dans des programmes susceptibles d'être vus par des enfants, ne devraient pas contenir d'images ou de textes pouvant provoquer un préjudice physique, psychique ou moral;
- c) Les messages publicitaires mettant en scène des enfants devraient être évalués avec soin sur le plan de la sécurité et ne devraient pas les représenter dans l'accomplissement d'actes susceptibles de les mettre en danger ou de nuire à autrui; et
- d) Les messages publicitaires qui ciblent les enfants ou mettent en scène des enfants ne devraient pas prôner de pratiques ou de principes néfastes, indésirables, indécentes ou inappropriés.

Application

99. Au Brunéi Darussalam, les enfants peuvent accéder à l'information à travers les diverses formes de médias, dont la presse écrite, la radio, la télévision et l'Internet.

100. Outre les bibliothèques scolaires, le Bureau des affaires linguistiques et littéraires, qui relève du Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports, ménage aux enfants la possibilité de consulter des supports de lecture à la bibliothèque située au cœur de Bandar Seri Begawan, et aux bibliothèques de district, qui disposent d'une section destinée aux jeunes de 12 à 20 ans et d'un département pour enfants de moins de 12 ans. Ces institutions organisent des clubs de lecture pour les enfants de divers âges afin de les encourager à fréquenter les bibliothèques et à tirer parti des possibilités qui leur sont offertes, ainsi qu'à y rencontrer d'autres enfants partageant les mêmes intérêts. Le Bureau organise également, tous les trois mois, des concours de lecture destinés à des enfants de divers âges. La fréquentation des bibliothèques est satisfaisante, en particulier en fin de semaine lorsque les enfants s'y rendent accompagnés de leurs parents. Le Bureau organise par ailleurs de nombreuses autres activités culturelles et éducatives, telles que des jeux et des voyages d'études permettant aux enfants d'obtenir des informations tout en exprimant leurs idées au profit des autres. Un service de bibliothèque itinérante destiné aux enfants qui vivent dans des zones rurales ou urbaines excentrées est également assuré. Ce service dessert deux fois par semaine diverses zones déterminées. À chaque station, la bibliothèque itinérante assure un service d'une heure, au cours de laquelle l'enfant peut consulter les ouvrages. Les livres de la bibliothèque itinérante peuvent être empruntés et rendus lors du prochain passage du bibliobus, une quinzaine de jours plus tard.

101. Des revues publiées dans le pays, telles que *Mekar* («*Fleur*») et *Juara* («*Champion*»), s'adressent aux enfants dès l'âge de 5 ans.

102. Le Bureau des affaires linguistiques et littéraires organise également des campagnes de lecture par le biais de son Atelier itinérant de contes et de son Mouvement pour la culture de la lecture, afin d'améliorer les aptitudes des enfants à la lecture. Des foires aux livres nationales sont aussi organisées de temps à autre.

103. Le Brunéi Darussalam dispose d'une chaîne de télévision publique locale, mais reçoit aussi trois chaînes de la Malaisie. Les habitants du Brunéi ont également la possibilité de s'abonner à des programmes de télévision par satellite émis par une société locale, «*Kristal*», et par une société malaise, «*Astro*». En outre, plusieurs chaînes de radio diffusent des émissions en langues malaise et anglaise, ainsi qu'en mandarin et en ghurkali.

104. La Radio Television Brunei (RTB) diffuse des programmes de six heures du matin à minuit. Les émissions pour enfants représentent 12,6 % de la programmation quotidienne (à raison de 3,17 % d'émissions produites sur place et 9,5 % d'émissions étrangères). Les programmes produits dans le pays sont généralement à orientation éducative. Tous les programmes étrangers sont contrôlés par le Comité de censure de la RTB, et les programmes produits sur place obéissent aux principes de la monarchie islamique malaise. Comme on l'a dit, l'accès à l'Internet est assuré au Brunéi Durassalam, puisque, dès l'âge de 6 ans, les enfants peuvent ouvrir leur propre compte, avec le consentement de leurs parents.

Difficultés

105. Comme indiqué précédemment, le JTB ne réglemente pas l'accès aux divers sites Internet; il appartient donc aux parents ou aux représentants légaux de surveiller le type d'informations auxquelles l'enfant a accès.

E. Liberté de pensée, de conscience et de religion (art. 14)

Contexte juridique

106. La Constitution dispose que la religion officielle du Brunéi Darussalam est l'islam, pratiqué dans l'esprit du chaféisme. Toutefois, la Constitution prévoit aussi que toutes les religions peuvent être pratiquées dans la paix et l'harmonie.

107. Aux termes de l'article 166 de la loi sur le Conseil religieux et les tribunaux de cadi, nul ne saurait être enregistré comme converti à l'islam s'il est âgé de moins de 14 ans et 7 mois. L'article 167 dispose en outre qu'un enfant de moins de 14 ans et 7 mois qui demanderait à se convertir à l'islam serait renvoyé par le cadi à son responsable légal et serait réputé non converti à l'islam. Cette disposition ne porte en rien atteinte au droit d'un enfant plus âgé de se convertir.

Application

108. Bien que le Brunéi Darussalam ait formulé une réserve au sujet de l'article 14 de la Convention relative aux droits de l'enfant à propos de la liberté de pensée, de conscience et de religion, de nombreuses religions autres que l'islam sont pratiquées en toute liberté au Brunéi Darussalam.

109. Un enfant âgé de plus de 14 ans et 7 mois peut être enregistré comme converti à l'islam sans le consentement de ses parents. Un enfant plus jeune ne peut ni se convertir, ni se faire enregistrer, et est remis à la garde de ses parents. Toutefois, si l'un des parents ou tous les deux se convertissent à l'islam, leur(s) enfant(s) de moins de 14 ans et 7 mois devien(nen)t d'office musulman(s). Leur(s) enfant(s) plus âgé(s) a (ont) le droit de choisir de se convertir ou non.

F. Liberté d'association et de réunion pacifique (art. 15)

Contexte juridique

110. Le Code pénal (chap. 22) définit le délit de réunion illégale comme une réunion de personnes visant en commun à:

- Intimider, par l'usage de la force ou par une démonstration de force, le Gouvernement du Brunéi ou tout fonctionnaire de l'État dans l'exercice de ses fonctions légitimes;
- S'opposer à l'application d'une loi quelconque ou entraver l'action de la justice;
- Se livrer à des déprédations, des violations de domicile ou autres infractions;
- Par l'usage de la force, ou par une démonstration de force, s'emparer ou prendre possession des biens d'autrui, ou priver autrui de son droit de passage, ou de son droit à l'eau, ou de tout autre droit incorporel dont il est titulaire ou dont il a la jouissance, ou exercer un droit quelconque ou prétendu; ou
- Par l'usage de la force ou par une démonstration de force, contraindre autrui à faire ce à quoi la loi ne l'oblige pas, ou à ne pas faire ce à quoi la loi l'autorise.

Application

111. Outre divers clubs et associations scolaires, il existe au Brunéi Darussalam un certain nombre d'organismes et de sociétés ouverts aux enfants, tels que le Mouvement des Scouts et des Guides, ou la Société du Croissant-Rouge.

G. Protection de la vie privée (art. 16)

Contexte juridique

112. La loi pour la protection de la femme et de la jeune fille (chap. 120) dispose que, si une jeune fille est impliquée dans des activités sexuelles contraires à la loi, tel qu'un viol ou un attentat à la pudeur sur sa personne, son témoignage est entendu à huis clos et son identité protégée.

113. Le Code de procédure pénale (chap. 7) dispose qu'un témoin âgé de moins de 14 ans au moment où le délit aurait été commis peut faire une déposition en circuit fermé de télévision, avec l'autorisation du tribunal. Le recours à ce procédé est limité aux affaires d'agressions et de coups et blessures ou aux délits à caractère sexuel visés par la loi. Grâce à cette procédure, le témoignage est traité comme s'il était donné directement à l'audience et comme un élément de preuve recevable, pour autant que la déposition du témoin soit recevable.

114. La loi sur la poste (chap. 52) qualifie de délit le fait d'ouvrir délibérément et dans une intention malveillante une lettre qui devrait être remise à son destinataire, ou d'accomplir un acte ayant pour effet d'empêcher ou d'entraver la remise d'une lettre à son destinataire. Toutefois, cette disposition ne s'applique pas aux parents ou au responsable légal du destinataire, si celui-ci est mineur.

115. L'article 41 de l'ordonnance sur les enfants de 2000 régleme dans le cadre de certaines limites la publication de tout élément d'information qui pourrait permettre d'identifier un enfant partie à une procédure judiciaire, que l'enfant soit accusé, victime ou témoin. Quiconque contrevient à cette disposition est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à deux ans et/ou d'une amende de 5 000 dollars au maximum.

Application

116. La procédure de déposition par circuit fermé de télévision, dont il a été question plus haut, n'a été introduite qu'en 1995 et n'a servi jusqu'ici qu'à deux reprises. Elle s'est révélée utile dans le cas d'enfants ayant des difficultés à témoigner en présence de l'auteur du délit présumé qui pouvait être une personne qu'ils connaissaient bien, voire un proche.

H. Droit de ne pas être soumis à la torture ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants [art. 37 a)]

Contexte juridique

117. Le Code pénal (chap. 22) vise expressément les atteintes à la personne, qui vont des voies de fait et coups et blessures graves au meurtre. Les sanctions prévues sont sévères et, selon la gravité des faits, peuvent aller jusqu'à une peine d'emprisonnement de 15 ans, assortie d'une

peine de flagellation. Les dispositions du Code pénal sont d'application générale et sont souvent invoquées pour poursuivre en justice les personnes accusées d'avoir blessé ou torturé un enfant.

Application

118. Au Brunéi Darussalam, comme dans la plupart des pays, les infractions pénales commises sur la personne d'un enfant sont considérées comme graves. Le 1^{er} avril 1997, le Département des enquêtes criminelles de la Police royale du Brunéi a mis en place un service de lutte contre la violence familiale et la maltraitance à enfant, pour améliorer la protection offerte aux enfants. Cette mesure s'explique par la prise de conscience que les femmes et les enfants, physiquement défavorisés et/ou psychologiquement immatures, ont besoin d'une protection et de soins particuliers. Ce service a principalement pour tâche de protéger les enfants contre toute forme de violence, d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, de négligence, de mauvais traitements, de violence sexuelle et d'exploitation. En 1999, il est devenu partie intégrante du Service de lutte contre l'immoralité, qui s'occupe également des délits liés à la prostitution et au jeu. Toutefois, une attention particulière et prioritaire reste accordée aux cas de violence familiale et de maltraitance à enfant.

119. Le Service collabore étroitement avec les services médico-sociaux et le Service des affaires sociales (qui relève du Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports). Les cas présumés de maltraitance sont d'ordinaire signalés directement au poste de police le plus proche, lorsqu'ils ne sont pas portés à la connaissance des services médico-sociaux. La police a pour tâche de mener une enquête, puis de faire le nécessaire pour que des poursuites soient engagées contre l'auteur présumé de tels actes, tandis que les services médico-sociaux et le Service des affaires sociales ont pour mission d'apporter un soutien psychologique aux enfants, voire parfois à leur famille et de leur trouver un hébergement. Le Service de lutte contre la violence familiale et la maltraitance à enfant de la Police royale du Brunéi, est représenté au sein de l'Équipe de protection de l'enfance, qui a été créée par le Ministère de la santé. Cette équipe connaît de chaque cas signalé de violences physiques ou d'atteinte portée à la personne d'un enfant autrement que par accident. Le Service de lutte contre la violence familiale et la maltraitance à enfant organise par ailleurs des conférences sur la prévention des délits, qui mettent expressément l'accent sur les délits à l'encontre des enfants et dont le public est informé par des rencontres dans les écoles, les universités et les associations de quartier. Ces conférences ont pour objet d'instruire le public des mesures à prendre pour traiter les cas d'atteintes à l'intégrité des enfants.

Difficultés

120. Les enfants victimes de sévices et leurs proches (qui sont invariablement des membres de leur famille et des voisins) hésitent à signaler de tels actes lorsqu'ils se produisent, et il est probable que beaucoup d'entre eux sont passés sous silence. Or, outre la police, plusieurs autres institutions – telles que les hôpitaux, les services sociaux et les écoles – peuvent entendre des plaintes. Le plus souvent, les plaintes officielles pour maltraitance à enfant dont connaît la police sont déposées par ces institutions, et non par les victimes elles-mêmes ou leurs proches, de sorte qu'elles ont à redoubler de vigilance pour détecter les signes de violence et prendre les mesures qui s'imposent et procéder aux enquêtes de rigueur.

121. En dépit des instructions données aux enseignants, il arrive que certains d'entre eux maltraitent leurs élèves. Mais de tels incidents sont rares. En pareils cas, les parents sont libres de porter plainte auprès de la police. Le Ministère de l'éducation procède alors à une enquête et prend les mesures qui s'imposent, en fonction de la gravité du cas.

V. MILIEU FAMILIAL ET PROTECTION DE REMPLACEMENT

A. Responsabilité parentale (art. 18, par. 1 et 2)

Contexte juridique

122. En vertu de l'article 317 du Code pénal (chap. 22), les parents qui abandonnent leur enfant de moins de 12 ans sont passibles d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à sept ans et/ou d'une amende.

123. En ce qui concerne les non-musulmans, le paragraphe 1 de l'article 4 de l'ordonnance d'urgence sur les femmes mariées de 1999 dispose qu'«après la célébration du mariage, le mari et la femme ont l'obligation de collaborer pour sauvegarder les intérêts de leur union et pourvoir à l'éducation et à l'entretien des enfants».

Application

124. Avant de pouvoir se marier, le couple musulman doit soumettre au Ministère des affaires religieuses une demande d'inscription au cours de préparation au mariage. Le cours s'adresse à tous, quel que soit leur âge, et les couples doivent l'avoir suivi 45 jours avant la date du mariage. Il a pour objectif de faire prendre conscience aux futurs conjoints de l'importance du mariage et de les guider afin qu'ils soient de bons époux et, plus tard, des parents responsables.

125. Les non-musulmans suivent aussi des cours de préparation au mariage organisés par leur église ou leur communauté, qui leur offrent également des conseils qui leur permettront de devenir des parents responsables.

126. Le Ministère des affaires religieuses, le Service des affaires sociales et des organisations non gouvernementales proposent de temps à autre des conférences et séminaires sur l'art d'être parents.

B. Séparation d'avec les parents (art. 9)

Contexte juridique

127. Dans le cas des non-musulmans, la garde des enfants est généralement confiée à la mère, le père se voyant accorder un droit de visite. La question de la garde des enfants non musulmans est régie par l'ordonnance d'urgence sur la garde des enfants de 1999.

128. En ce qui concerne les musulmans, dans le cas de la dissolution du mariage, la garde des enfants (*hadanah*), est régie par l'ordonnance d'urgence sur le droit islamique de la famille, de 1999. Ce texte codifie la pratique en vigueur: s'agissant d'un enfant musulman, le tribunal de cadî décide, conformément à la *Hukum Syara'* (droit islamique) qui aura la garde de l'enfant. Certaines conditions doivent être satisfaites:

- a) Être musulman;
- b) Être sain d'esprit;
- c) Ne pas souffrir d'une maladie de longue durée qui empêcherait de prendre soin de l'enfant ou de maladies comme la lèpre, le vitiligo ou le sida ou être porteur du VIH ou de maladies vénériennes contagieuses;
- d) Avoir l'âge approprié pour prendre soin de l'enfant et lui donner l'amour et l'affection dont il a besoin;
- e) Avoir une bonne conduite du point de vue de la morale islamique;
- f) Vivre dans un lieu où l'enfant ne sera exposé à aucun risque moral ou physique.

129. Cela étant, la priorité est donnée à la mère, qui est considérée comme la personne la plus apte à assumer la garde de l'enfant qui n'est pas *mumaiz*, que ce soit pendant le mariage ou après le divorce. Si la mère se remarie avec un homme qui n'a pas de lien de parenté avec l'enfant, elle perd son droit de garde mais le recouvre à la dissolution de son mariage.

130. Dans tous les cas, si la mère perd son droit de garde, celui-ci est conféré à ses parents proches, dans l'ordre de priorité suivant:

- a) La grand-mère maternelle et ses ascendants;
- b) La grand-mère paternelle et ses ascendants;
- c) La sœur de mêmes parents;
- d) La sœur de même père;
- e) La sœur de même mère;
- f) La tante maternelle de mêmes parents;
- g) La tante maternelle de même père;
- h) La tante maternelle de même mère;
- i) La fille de la sœur;
- j) La fille du frère;
- k) La tante paternelle;
- l) La grand-tante paternelle (à savoir la sœur du grand-père de l'enfant).

Application

131. Si des circonstances malheureuses autres que celles mentionnées plus haut font que l'enfant ne peut vivre avec ses deux parents, par exemple si l'un des parents ou les deux parents sont décédés ou ont disparu, le Service des affaires sociales place l'enfant dans un foyer ou une famille d'accueil. Toutefois, il est préférable, dans l'intérêt de l'enfant, qu'il soit élevé par ses parents ou sa famille immédiate. Le Service des affaires sociales n'intervient qu'en dernier recours, lorsque toutes les autres solutions ont échoué.

132. L'Administration pénitentiaire autorise les jeunes enfants et les nourrissons dont les parents sont emprisonnés à séjourner avec leur mère. Les enfants sont également autorisés à rendre visite à leurs parents en prison.

133. Si l'enfant doit être séparé de ses parents parce que ceux-ci le négligent ou le maltraitent, il est placé sous la garde de l'État, à savoir du Service des affaires sociales, sur décision des tribunaux. Toutefois, la famille est considérée comme étant la plus apte à élever l'enfant.

134. Les foyers du Service des affaires sociales hébergeaient quatre orphelins en 1995 et en ont accueilli quatre autres en 1996. Les enfants ont par la suite été confiés à des parents proches.

C. Réunification familiale (art. 10)

135. Il n'existe pas de législation relative à la protection des réfugiés mais, le gouvernement, pour des raisons humanitaires, prend les dispositions voulues pour que tout enfant réfugié soit rendu à ses parents.

D. Recouvrement de la pension alimentaire de l'enfant en cas de divorce (art. 27, par. 4)

Contexte juridique

136. Les articles 19 à 29 du chapitre III de l'ordonnance d'urgence sur les femmes mariées de 1999 régissent les demandes de pension alimentaire des femmes et enfants non musulmans. Le paragraphe 2 de l'article 19 dispose que «lorsqu'un individu néglige ou refuse d'entretenir son enfant légitime ou illégitime, le tribunal de première instance peut lui ordonner, sur présentation de preuves des manquements dudit individu à ses obligations, de verser une allocation mensuelle ou une somme forfaitaire pour contribuer à l'entretien de l'enfant».

137. En vertu de la même législation, quiconque a accepté qu'un enfant qui n'est pas le sien fasse partie de sa famille a l'obligation de subvenir à ses besoins pendant toute son enfance. Le remboursement de toutes les sommes engagées aux fins de l'entretien de l'enfant peut être ensuite exigé du père ou de la mère de l'enfant.

138. En pratique, le juge, après avoir enregistré la plainte déposée par l'épouse ou par l'enfant, fait parvenir une notification à la personne concernée et prépare le dossier pour l'audience au cours de laquelle il entend les différentes parties afin de déterminer s'il y a des éléments suffisants pour étayer les accusations. Une fois qu'il a réuni ces éléments, il procède généralement à l'examen des ressources de l'intéressé afin de fixer la somme à verser et rend une décision à cet effet.

139. En vertu de l'article 336, «lorsqu'une personne qui a fait l'objet d'une telle décision ne s'y conforme pas sans pouvoir invoquer de raison valable, le juge peut, pour chaque infraction, délivrer un mandat aux termes duquel la somme due doit être prélevée selon les modalités prévues par la loi pour le prélèvement du montant des amendes imposées par les tribunaux, ou peut condamner la personne à une peine d'emprisonnement d'un mois pour chaque mois où elle a manqué à son obligation».

140. En cas de défaut de paiement, un mandat d'arrêt est généralement délivré afin que la personne puisse être déférée devant les tribunaux pour expliquer pourquoi elle ne s'est pas conformée à la décision judiciaire. Le plus souvent, le juge examine à nouveau les ressources de l'intéressé et peut modifier la décision précédente ou en rendre de nouvelles concernant les sommes restant à verser.

141. Les obligations des musulmans concernant la pension alimentaire sont régies par le titre VII de la loi sur le conseil religieux et les tribunaux de cadî (chap. 77) qui ne s'applique qu'aux réclamations présentées par un musulman contre un autre musulman.

142. Le paragraphe 1 de l'article 159 dispose qu'un mineur peut, sur demande déposée auprès d'un tribunal de cadî, soit en personne soit par l'intermédiaire d'un représentant, comme prévu à l'article 83, obtenir que son père légitime ou toute autre personne obligée conformément au droit islamique de subvenir à ses besoins lui verse la pension alimentaire à laquelle il peut prétendre en vertu du droit islamique.

143. Enfin, l'article 161 dispose que «si une personne néglige ou refuse d'entretenir un enfant illégitime qui ne peut subvenir seul à ses besoins, le tribunal de cadî, sur présentation de preuves des manquements de l'intéressé à ses obligations, peut lui ordonner de verser à l'enfant une allocation mensuelle d'un montant que le tribunal jugera raisonnable».

144. Si la réclamation vise le père présumé, elle doit être présentée au tribunal de première instance, qui peut lui ordonner de verser une allocation mensuelle d'un montant jugé raisonnable, à concurrence de 500 dollars du Brunéi.

145. Les décisions des tribunaux de cadî sont appliquées de la même manière. Les tribunaux de première instance sont uniquement habilités à faire appliquer les décisions des tribunaux de cadî et ne peuvent pas les modifier. Les parties doivent de nouveau porter l'affaire devant le cadî s'ils souhaitent que sa décision soit revue.

E. Enfants privés de leur milieu familial (art. 20)

Contexte juridique

146. La loi sur le Conseil religieux et les tribunaux de cadî (chap. 77) régit la question de la garde des enfants musulmans. Le tribunal du chef cadî connaît de toutes les actions et procédures relatives à la garde des enfants.

147. Les questions liées à la garde des enfants non musulmans sont régies par l'ordonnance d'urgence sur la garde des enfants de 1999.

Application

148. Au Brunéi Darussalam, le système de la famille élargie et l'importance donnée dans la société au bien-être d'autrui font que la vie des enfants est agréable, car leur famille est toujours présente pour eux. Les 2 000 orphelins (enfants de moins de 18 ans n'ayant pas de père) enregistrés auprès du Service des affaires sociales sont tous élevés par des proches. Il n'y a pas d'orphelinat.

149. Le Service des affaires sociales apporte une aide financière aux orphelins de moins de 18 ans. L'esprit de solidarité qui prévaut dans la société permet aux orphelins de ne pas trop souffrir de difficultés financières. Ils reçoivent une aide financière de l'État mais aussi de différents organismes et institutions. Des organismes tels que *Baitul mal*, du Conseil religieux islamique, et la Fondation Sultan Haji Hassanal Bolkiah, ont des programmes spéciaux d'aide aux orphelins. En outre, le Service des affaires sociales collecte des dons auprès du public dans le même objectif. Il existe aussi des fonds d'aide aux orphelins dans chacun des quatre districts.

150. Les ONG collectent aussi des dons pour les orphelins et les nécessiteux, en particulier lors du mois de jeûne et pendant les fêtes.

151. En dernier recours, le Service des affaires sociales peut venir en aide aux enfants, en fonction de leur situation personnelle. En bref, les enfants reçoivent toujours l'aide dont ils ont besoin et il y a toujours des familles prêtes à aider les enfants privés de milieu familial.

152. Le foyer «Taman Noor Hidayah», placé sous la direction du Service des affaires sociales, offre un hébergement provisoire et une protection de remplacement aux enfants maltraités ou délaissés et accueille également des enfants délinquants, en particulier des filles, en vue de leur réinsertion. Les enfants y bénéficient d'une formation professionnelle, d'un enseignement religieux et d'un soutien psychologique. On leur inculque également le sens de la discipline. Pendant la journée, ils suivent les cours des établissements d'enseignement général ou des centres de formation professionnelle. Une fois jugés aptes à quitter le centre, les enfants sont rendus à leur famille.

F. Adoption (art. 21)

Contexte juridique

153. L'adoption d'enfants est régie par l'ordonnance sur l'adoption des enfants selon le droit islamique de 2001 pour les musulmans et par l'ordonnance sur l'adoption des enfants de 2001 pour les non-musulmans. Les adoptions sont enregistrées en vertu de la loi sur l'enregistrement des adoptions (chap. 123) par les officiers chargés des adoptions.

154. L'ordonnance sur l'adoption des enfants selon le droit islamique de 2001 s'applique lorsque au moins une des parties est musulmane. Les jugements d'adoption sont rendus par les tribunaux de la charia. Le juge s'assure tout d'abord que le jugement va dans le sens de la *maslahah* (intérêt supérieur) de l'enfant, compte tenu des souhaits des parents, le cas échéant, ou du responsable légal ou de toute personne chargée de subvenir aux besoins de l'enfant, ainsi que des souhaits de l'enfant s'il a l'âge d'exprimer son opinion. Il n'est pas rendu de jugement d'adoption si un non-musulman demande d'adopter un enfant dont un parent au moins est

musulman ou dont les deux parents sont inconnus. Le jugement d'adoption ne peut être délivré qu'avec le consentement des parents, le cas échéant, ou du responsable légal ou de toute personne chargée de subvenir aux besoins de l'enfant. Toutefois, le juge peut se passer de cette autorisation si la personne concernée a abandonné, négligé ou régulièrement maltraité l'enfant, a régulièrement négligé ou refusé de subvenir à ses besoins ou n'est pas apte à élever l'enfant en raison de son incapacité physique ou mentale et risque selon toute probabilité pendant longtemps de ne pas être apte à le faire.

155. Il ne peut être rendu de jugement d'adoption si le candidat à l'adoption est un homme et que l'enfant à adopter est une fille ou vice versa, à moins que l'adoptant et l'enfant aient des liens de sang (*nasab*) qui font que leur mariage est interdit (*haram*). Un enfant non musulman adopté par un musulman est considéré comme musulman. Le jugement d'adoption ne prive pas l'enfant du droit d'hériter de ses parents biologiques. Quant au parent adoptif, il peut, de son vivant, transmettre ses biens immobiliers à l'enfant adopté et peut lui donner ses biens meubles en cadeau et lui léguer ses biens par testament, à concurrence d'un tiers de la masse successorale.

156. L'ordonnance sur l'adoption des enfants de 2001 ne s'applique pas aux musulmans. Les jugements d'adoption sont rendus par la Haute Cour du Brunéi Darussalam. L'adoption n'est pas autorisée lorsqu'un homme célibataire demande à adopter une fille, sauf si la Cour estime que des circonstances particulières le justifient. Tout comme dans le cas de l'ordonnance sur l'adoption des enfants selon le droit islamique de 2001, les personnes concernées doivent donner leur consentement, mais la Cour peut faire l'économie d'une telle autorisation pour autant que soient réunies les mêmes conditions que celles prévues par l'ordonnance sur l'adoption des enfants selon le droit islamique de 2001. L'adoption n'est pas autorisée si le père et la mère de l'enfant sont inconnus et l'enfant est alors considéré comme musulman, jusqu'à preuve du contraire. Avant de rendre un jugement d'adoption, la Cour vérifie que les conditions suivantes sont remplies:

a) Les personnes dont le consentement est requis aux termes de l'ordonnance ont donné leur assentiment et comprennent la nature et les effets du jugement d'adoption et, en particulier, dans le cas du père ou de la mère, comprennent que le jugement d'adoption aura pour effet de les priver de leurs droits parentaux à l'égard de l'enfant;

b) Le jugement vise au bien-être de l'enfant, et il convient à cet égard de prendre en considération les souhaits de l'enfant, compte tenu de son âge et de sa faculté de discernement; et

c) L'adoptant n'a pas reçu ni accepté de recevoir une somme d'argent ou tout autre dédommagement au titre de l'adoption et personne ne lui a fourni ou promis une telle somme ou un tel dédommagement, excepté dans les cas que le tribunal pourrait autoriser.

157. Une fois que l'adoption a été prononcée, tous les droits, devoirs et obligations des parents ou responsables légaux en ce qui concerne la garde, l'entretien et l'éducation de l'enfant prennent fin et sont conférés au parent adoptif, qui doit les exercer sous peine de sanctions. Si le parent adoptif ou l'enfant adopté décède intestat, la succession se déroule à tous égards comme si l'enfant adopté était l'enfant légitime de l'adoptant. De même, lors de tout transfert de biens effectué après la date du jugement d'adoption, toute référence à l'enfant ou aux enfants de l'adoptant doit être comprise, sauf indication contraire, comme désignant ou incluant le ou les enfants adoptifs.

Application

158. Le Département de l'immigration et du registre national de l'état civil est chargé de l'enregistrement des adoptions dans le pays. Les différents officiers de l'état civil ont, dans chaque district, la responsabilité de recevoir les demandes d'adoption.

159. La Division de la promotion de la famille, qui relève du Service des affaires sociales, aide les services de l'immigration à élaborer un rapport d'enquête sur le milieu familial des candidats à l'adoption. Ce rapport est un des éléments essentiels pris en compte pour déterminer la recevabilité de la demande d'adoption. Le travailleur social a pour principale responsabilité de vérifier que la famille est à même d'offrir à l'enfant le meilleur environnement familial possible et jouit de ressources financières solides et stables.

160. Le Comité d'évaluation des demandes d'adoption de bébés abandonnés examine les demandes d'adoption de nourrissons abandonnés et leur donne suite. Constitué de représentants des différentes administrations concernées, il étudie la candidature des futurs parents adoptifs et formule des recommandations qui sont présentées en même temps que la demande d'adoption à la Haute Cour qui, à son tour, examine le dossier avant de rendre une décision finale.

161. Le Service des affaires sociales facilite les démarches d'adoption des personnes dotées d'un permis de séjour temporaire au Brunéi Darussalam en effectuant l'enquête sociale demandée par les services compétents des pays étrangers.

162. En 1999, on a dénombré quatre bébés abandonnés (voir annexe A). Ils sont considérés comme musulmans, conformément à la règle religieuse, ou *fatwa*, selon laquelle tout bébé abandonné de père ou mère inconnu, trouvé sur un territoire occupé par des musulmans ou sur un territoire non musulman où se trouvent des musulmans, est considéré comme étant de confession musulmane et ne peut être adopté par des non-musulmans. Un bébé abandonné ne peut prendre le nom de son père adoptif et porte généralement le nom d'«Abdullah» ou tout autre nom comme «Abdul Rahim» dérivé de l'«Al-Asma Ul Husna», les 99 noms d'Allah.

Difficultés

163. Parmi les problèmes rencontrés, on peut citer les délais nécessaires à l'enregistrement de l'adoption, compte tenu du nombre d'administrations participant à l'évaluation minutieuse des dossiers et de la période de placement en vue de l'adoption, analogue à celle prévue dans le cas d'adoptions normales.

164. Dans le cas de l'adoption d'un enfant abandonné, il faut un certain temps pour enquêter de manière approfondie afin de retrouver la trace de sa mère biologique et il faut également du temps pour permettre aux parents adoptifs et à l'enfant de tisser des liens affectifs.

G. Déplacement et non-retour illicite (art. 11)

Contexte juridique

165. Le Code pénal (chap. 22) prévoit que le rapt et l'enlèvement sont passibles d'une peine de 10 ans d'emprisonnement et d'une amende.

166. Le paragraphe 1 de l'article 4 de la loi pour la protection de la femme et de la jeune fille (chap. 120) vise la traite des jeunes filles, passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans et d'une amende pouvant aller jusqu'à 20 000 dollars du Brunéi.

167. L'article 33 du Titre VIII de l'ordonnance sur les enfants de 2000 sanctionne le fait de prendre part à toute transaction dont l'objet ou l'un des objets est de transférer ou de conférer, entièrement ou partiellement, de façon temporaire ou permanente, la possession, la garde ou le contrôle d'un enfant à des fins mercantiles. L'article 34 sanctionne le fait de faire entrer frauduleusement ou sous des prétextes fallacieux un enfant au Brunéi Darussalam ou d'y contribuer. Dans l'un et l'autre cas, la peine encourue est une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à sept ans, assortie de 10 coups de fouets et/ou une amende pouvant aller jusqu'à 20 000 dollars du Brunéi.

Application

168. Les cas de déplacement et non-retour illicite d'enfant sont extrêmement rares. S'il s'en produisait, les enfants seraient rendus à leur famille respective.

H. Brutalités et négligence, réadaptation physique et psychologique et réinsertion sociale

Contexte juridique

169. En vertu de l'ordonnance sur les enfants de 2000 qui régit la protection et l'éducation des enfants, un enfant est considéré comme devant être protégé lorsqu'il se trouve dans l'une des situations ci-après:

a) L'enfant a subi des violences physiques, morales ou sexuelles de la part de son responsable légal ou il y a un risque important qu'il subisse de telles violences;

b) L'enfant a subi des violences physiques, morales ou sexuelles de la part de son responsable légal ou il y a un risque important qu'il subisse de telles violences et le fait de connaître ces violences ou ce risque n'a pas protégé ou n'est pas susceptible de protéger l'enfant de ces violences;

c) Le responsable légal de l'enfant est inapte à exercer la supervision et le contrôle voulus sur l'enfant, est incapable ou a négligé de le faire et l'enfant a de mauvaises fréquentations, est exposé à un risque moral ou perd la maîtrise de lui-même;

d) Le responsable légal de l'enfant a négligé ou n'a pas la volonté de lui fournir des soins, une nourriture, des vêtements et un hébergement appropriés;

e) L'enfant n'a pas de responsable légal ou a été abandonné par son responsable légal et, après des enquêtes suffisamment approfondies, ce dernier n'a pu être retrouvé et aucune personne qualifiée n'est disposée et apte à élever l'enfant;

f) L'enfant doit faire l'objet d'examen, d'investigations ou de soins dans le but de restaurer ou de préserver sa santé et son responsable légal néglige ou refuse de l'y soumettre;

g) L'enfant se comporte d'une façon qui est ou pourrait être dangereuse pour lui-même ou pour autrui et son responsable légal n'a pas la capacité ou la volonté de prendre les mesures nécessaires pour remédier à la situation ou les mesures qu'il prend échouent;

h) Les conflits entre l'enfant et son responsable légal ou entre ses responsables légaux sont tels que les relations familiales sont gravement perturbées et que l'enfant subit un traumatisme émotionnel;

i) L'enfant est la victime supposée ou avérée d'une quelconque des infractions visées par le Code pénal (chap. 22) ou d'une quelconque des infractions décrites dans l'ordonnance et son responsable légal est ou est soupçonné d'être l'auteur de ladite infraction ou n'a pas protégé l'enfant de cette infraction ou ne paraît pas être à même de le protéger d'une telle infraction;

j) L'enfant est:

i) Membre du même foyer que l'enfant mentionné à l'alinéa *i* ci-dessus; ou

ii) Membre du même foyer que la personne condamnée pour une quelconque des infractions mentionnées à l'alinéa *i* et risque d'être victime d'une infraction analogue et son responsable légal est ou est soupçonné d'être l'auteur de ladite infraction ou n'est pas apte ou disposé à le protéger d'une telle infraction;

k) L'enfant est surpris en train de mendier.

170. Des tuteurs et un fonctionnaire chargé de l'enregistrement des enfants à protéger doivent être nommés pour remplir les fonctions prévues par l'ordonnance. Une équipe contre la maltraitance à enfant doit être également constituée pour coordonner les services offerts au niveau local aux enfants supposés avoir besoin d'une protection et à leur famille. L'ordonnance permet à tout tuteur ou officier de police de retirer de sa famille pour le placer temporairement dans un endroit sûr tout enfant dont il a des raisons de penser qu'il a besoin d'être protégé ou de le présenter à un médecin de la santé publique s'il estime que l'enfant doit être examiné.

171. L'ordonnance fait en outre obligation à tout médecin agréé, y compris aux médecins de la santé publique, d'avertir immédiatement un tuteur ou un officier de police s'il a des raisons sérieuses de penser que l'enfant qu'il examine ou qu'il soigne a subi un traumatisme physique ou moral résultant de mauvais traitements, de négligences ou d'un abandon physique ou moral.

172. En outre, le paragraphe 1 de l'article 26 de l'ordonnance sanctionne le fait de maltraiter, de battre, de négliger ou d'abandonner physiquement ou moralement un enfant ou d'autoriser de tels faits. La peine encourue est une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à sept ans, assortie de flagellation et/ou une amende pouvant aller jusqu'à 20 000 dollars du Brunéi. Il est également interdit d'utiliser des enfants pour mendier ou pour toute activité illégale préjudiciable à la santé ou au bien-être de l'enfant. Une telle infraction est passible d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à cinq ans, assortie de flagellation et/ou d'une amende pouvant aller jusqu'à 10 000 dollars du Brunéi.

173. L'ordonnance dispose que la priorité est toujours donnée à l'intérêt supérieur de l'enfant lorsqu'il s'agit de régler une question quelconque concernant le bien-être de l'enfant, quelles que soient les circonstances.

174. Le Code pénal (chap. 22) vise également les cas de maltraitance. Les dispositions pertinentes figurent dans le Titre XVI, qui porte sur les atteintes à l'intégrité de la personne, à savoir l'homicide (art. 299 à 304), le suicide (art. 305), les fausses-couches provoquées, les lésions causées à l'enfant *in utero*, l'abandon d'un nourrisson et la dissimulation de la naissance (art. 312 à 318), les coups et blessures (art. 319 à 326), le recours à la force criminelle et les agressions (art. 349 à 358) et le viol, les actes contre nature et l'inceste (art. 375 à 377 A).

175. La loi pour la protection de la femme et de la jeune fille (chap. 120) et le Code pénal (chap. 22) contiennent également des dispositions relatives aux violences sexuelles. Le Code pénal vise le viol et les relations sexuelles avec un mineur n'ayant pas atteint l'âge du consentement, passibles de peines d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 30 ans et d'au moins 12 coups de canne selon la gravité de l'infraction. Il prévoit également une peine maximale d'emprisonnement de cinq ans, assortie de flagellation pour outrage à la pudeur. Il punit le rapt ou l'enlèvement d'un enfant aux fins de la prostitution d'une peine d'emprisonnement de 10 ans. La loi sur les relations sexuelles illicites (chap. 29) interdit les relations sexuelles avec une jeune fille de moins de 16 ans, infraction passible d'une peine d'emprisonnement de deux à sept ans et de 24 coups de fouet au maximum pour un adulte ou de 12 coups pour un jeune délinquant.

176. Les violences sexuelles tombent sous le coup de l'article 354 (outrage à la pudeur) et de l'article 375 (viol et relations sexuelles avec un mineur n'ayant pas atteint l'âge du consentement) du Code pénal. L'article 2 de la loi sur les relations sexuelles illicites (chap. 29) s'applique aussi aux infractions relatives aux relations sexuelles avec une jeune fille de moins de 16 ans. Certains de ces cas sont d'abord signalés comme des viols. Quand les faits sont établis, les chefs d'inculpation sont modifiés en conséquence, soit par les représentants du ministère public, soit par le tribunal. Les peines encourues pour ces infractions sont l'emprisonnement (30 ans maximum) et au moins 12 coups de canne et, dans le cas de l'outrage à la pudeur, l'emprisonnement (cinq ans maximum), assorti de flagellation.

177. Le tribunal de *cadi* peut, quelle que soit la personne qui a la garde de l'enfant, annuler une décision judiciaire confiant la garde de l'enfant à l'une des personnes qui peuvent prétendre à la garde de l'enfant. Dans les situations ambiguës qui ne permettent pas de confier l'enfant aux personnes qui devraient en avoir la garde, le tribunal de *cadi* a toute latitude pour placer l'enfant sous la protection d'une institution qui s'occupe d'enfants, ou de toute personne qu'il juge apte à l'accueillir. La considération primordiale du tribunal de *cadi*, doit être le bien-être de l'enfant, au même titre que l'avis du père ou de la mère et de celui de l'enfant, s'il a atteint l'âge de *mumaiz* (à savoir l'âge auquel un enfant est capable de différencier le bien du mal) ou a l'âge d'exprimer son point de vue.

Application

178. En 1997, la Police royale du Brunéi a créé une unité spéciale, le Service de lutte contre la violence familiale et la maltraitance à enfant, qui a été intégré au Service de lutte contre l'immoralité en 1999 et dont l'objectif principal est de protéger les femmes et les enfants de la violence familiale, qu'elle soit physique ou mentale. Il s'occupe également des cas d'atteinte ou de brutalités physiques ou mentales, de négligence, de maltraitance ou d'exploitation, y compris de violences sexuelles.

179. Le Service travaille en collaboration étroite avec les services médico-sociaux et le Service des affaires sociales. Tous les cas présumés de maltraitance sont d'ordinaire signalés directement au poste de police le plus proche. Le Service de lutte contre la violence familiale et la maltraitance à enfant est chargé d'engager des poursuites pénales contre les auteurs présumés de tels actes, tandis que les services médico-sociaux et le Service des affaires sociales veillent à l'hébergement des victimes.

180. Les services de police et l'hôpital ont signalé des cas de maltraitance à enfant (voir annexe II). Les personnes qui en sont reconnues coupables sont passibles des peines prévues dans l'ordonnance sur les enfants de 2000 (voir annexe II).

181. Quand tous les efforts visant à placer un enfant maltraité auprès de membres de sa famille ont échoué, ce dernier est accueilli en foyer (voir annexe III). Ce foyer est placé sous la supervision du Service des affaires sociales, lequel relève du Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports. Les enfants y reçoivent un enseignement religieux, bénéficient d'un soutien psychologique et d'une formation professionnelle et continuent d'aller à l'école.

182. Le Service des affaires sociales a mis en place deux numéros d'urgence qui fonctionnent pendant les heures ouvrables et permettent au public de s'informer ou de signaler des cas de mauvais traitements ou de privation de soins ainsi que tout autre problème social.

183. Au niveau national, l'équipe contre la maltraitance à enfant définit les mesures à prendre en cas de mauvais traitements à enfant. Elle est présidée par le Secrétaire permanent du Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports. L'hôpital Raja Isteri Pengiran Anak Saleha a créé une équipe contre la maltraitance à enfant chargée de repérer, parmi les enfants soignés à l'hôpital, ceux qui souffrent de blessures non accidentelles.

Difficultés

184. Différents problèmes sont à signaler:

- Il arrive encore que des cas de négligence ou de brutalités ne soient pas signalés aux autorités par peur de l'opprobre sociale et des implications juridiques qu'une telle initiative pourrait entraîner;
- Il n'existe pas de programme de réinsertion pour les auteurs de brutalités sur la personne d'un enfant;
- Les brutalités sont passées sous silence et il serait nécessaire de sensibiliser davantage la population à la question.

VI. SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

A. Survie et développement (art. 6, par. 2)

Contexte juridique

185. La loi relative à la quarantaine et à la prévention des maladies (chap. 47) stipule que les parents de tout enfant né au Brunéi et de tout enfant né hors du Brunéi, mais y résidant, doit dans

un délai de six mois suivant sa naissance et de six mois après son arrivée au Brunéi, respectivement, amener l'enfant au service de vaccination publique du district. Dans le cas contraire, les parents sont frappés d'une amende de 50 dollars du Brunéi et le tribunal ordonne que l'enfant soit vacciné dans un délai déterminé. Si les parents ne donnent pas suite à la décision de justice, ils sont passibles d'une amende de 100 dollars du Brunéi augmentée de 10 dollars du Brunéi pour chaque jour de retard.

186. La loi stipule que le parent ou toute personne ayant la garde, au Brunéi, d'un enfant de 7 ans révolus doit le faire examiner par le service de vaccination publique ou à un médecin dans les six mois qui suivent son septième anniversaire (art. 39 de la loi). Si le service de vaccination publique ou le médecin estime que cet enfant a) n'a pas été vacciné avec succès dans les 12 mois précédents, il vaccine immédiatement l'enfant; b) n'a pas reçu tel ou tel vaccin particulier au cours des 12 mois précédents, il vaccine immédiatement l'enfant; et c) a été vacciné avec succès au cours des 12 mois précédents, il fixe la date du prochain rappel, étant entendu qu'aucun enfant qui a été vacciné deux fois avec succès avant l'âge de 10 ans n'est soumis à un rappel, si ce n'est conformément aux dispositions ci-après (art. 39 de la loi).

187. L'inoculation ou la tentative d'inoculer à un enfant diverses substances ou la transmission volontaire ou la tentative de transmission volontaire de la variole à un enfant tombent sous le coup de la loi et sont passibles d'une amende de 1 000 dollars du Brunéi et d'une peine d'emprisonnement de six mois (art. 49 de la loi).

188. Le parent ou la personne qui a la garde de tout élève non vacciné fréquentant une école publique doit le faire vacciner, faute de quoi l'intéressé est passible d'une amende de 100 dollars du Brunéi et l'élève n'est admis dans aucune école publique tant qu'il n'a pas été vacciné.

189. La loi sur le travail fixe les conditions d'emploi des mineurs afin d'assurer que leur emploi ne nuira pas à leur développement. Il est interdit à un enfant de travailler à bord d'un bateau sauf s'il s'agit d'un bateau agréé par le commissaire, comme navire-école ou navire de formation. L'emploi d'un enfant ou d'un jeune à bord d'un bateau est subordonné à la présentation d'un certificat médical attestant de son aptitude à travailler. L'emploi permanent d'un mineur en mer est subordonné à un examen médical à intervalle, d'une année maximum.

Application

Situation sanitaire générale

190. Grâce à une sensibilisation croissante du public aux questions de santé et à des conditions socioéconomiques privilégiées, le Brunéi Darussalam bénéficie d'une situation sanitaire en constante amélioration.

191. Le Brunéi Darussalam, qui a souscrit à la Déclaration d'Alma-Ata, sur laquelle s'appuie la stratégie mondiale de la santé pour tous d'ici l'an 2000, met l'accent sur les soins de santé primaires comme stratégie essentielle pour atteindre l'objectif fixé dans la Déclaration.

Tableau 1

Indicateurs généraux évalués pour l'année 1998 qui satisfont répondant aux objectifs de l'OMS:

1.	Espérance de vie à la naissance (1994-1996) (Objectif: -> 60 ans)	Homme Femme	75,4 ans 77,7 ans
2.	Taux d'alphabétisation (en pourcentage) (9 ans et plus) (1991) (Objectif: - > 70 %)	Homme Femme	93,7 84,7
3.	Taux de mortalité infantile pour 1 000 naissances vivantes (Objectif: - < 50)		6,5
4.	Taux de mortalité des moins de 5 ans pour 1 000 naissances vivantes (Objectif: - < 70)		8,5
5.	Taux de mortalité maternelle pour 100 000 naissances vivantes (Objectif: - < 100)		40,2
6.	Pourcentage de nouveau-nés pesant au moins 2 500 grammes à la naissance (Objectif: -> 90 %)		89,6
7.	Pourcentage d'enfants dont le rapport poids/âge est acceptable (Objectif: -90 %)		90,8
8.	Pourcentage d'enfants dont le rapport poids/taille est acceptable (Objectif: -> 90 %)		88,3
9.	Pourcentage d'accouchements assistés par du personnel de santé qualifié (Objectif: - > 95 %)		99,0
10.	PIB par habitant aux prix courants (dollars du Brunéi) (Objectif: - 500 dollars É.-U.)		25 100

192. Le taux de mortalité infantile a régulièrement diminué jusqu'à atteindre 6,5 pour 1 000 naissances vivantes (1998), y compris les enfants nés prématurément, dès 24 semaines de gestation. De même, le taux de mortalité infantile a diminué, se maintenant au niveau de 0,5 % (1 à 4 ans) (1998).

193. On trouvera dans le tableau joint (voir annexe IV) les statistiques démographiques relatives aux enfants depuis 1978, indiquant les tendances par tranche de cinq ans, ainsi que les tendances des sept dernières années (1992-1998). Ces chiffres sont comparables à ceux d'autres pays avancés.

194. La majorité des femmes enceintes choisissent d'accoucher à l'hôpital. Sur un total de 7 457 naissances vivantes enregistrées en 1998, 96,8 % des mères avaient accouché à l'hôpital. Le taux de mortalité maternelle était de 0,4 pour un total de 1 000 naissances (1998). Ce taux également s'est maintenu à un faible niveau.

B. Maladies transmissibles

Contexte juridique

195. Les textes cités ci-dessus sont applicables.

Application

195.*bis* La couverture vaccinale infantile est de plus de 95 % et le Brunéi Darussalam est exempt de toutes grandes maladies transmissibles. Néanmoins, il connaît parfois de petites épidémies de maladies contagieuses mineures telles que la varicelle, la rougeole, la rubéole et les oreillons. Ces épidémies sont surveillées.

196. Bien qu'il n'y ait pas de cas de paludisme dans la population locale, quelques cas sont parfois détectés parmi les travailleurs migrants venant d'autres pays. Les cas de paralysie flasque aiguë sont également strictement surveillés dans le cadre d'un processus visant à déclarer le pays exempt de poliomyélite.

C. Eau et assainissement

197. Quatre-vingt-dix-neuf pour cent de la population a accès à de l'eau salubre, le reste de la population vit dans des régions reculées et utilise l'eau de pluie ou l'eau de rivière purifiée. Presque toute la population dispose d'eau fluorée.

198. Toute la population des zones urbaines dispose d'installations d'évacuation des eaux usées et de fosses septiques. Des études sont menées pour améliorer l'assainissement dans les régions reculées.

D. Enfants handicapés (art. 23)

Enfants ayant des besoins particuliers

199. Les enfants de moins de 15 ans représentent un tiers de la population, si bien que les services de santé donnent la priorité à ce groupe de population, surtout en ce qui concerne la prévention des incapacités ou invalidités, moyennant des soins prénatals et postnatals optimaux.

200. Les services compétents s'emploient à dépister tout handicap mental ou physique d'un enfant le plus tôt possible de façon à pouvoir intervenir rapidement.

201. Des pédiatres assistent aux accouchements présentant des risques. Grâce à des techniques médicales plus avancées et à l'amélioration de la prise en charge médicale, un plus grand nombre de nourrissons nés prématurément et placés en soins intensifs néonataux survivent aujourd'hui. Des efforts sont réalisés pour permettre à ces enfants de survivre sans être atteints d'incapacité ou invalidité. Les nourrissons vulnérables font l'objet d'un suivi.

202. Dès le départ, un pédiatre expérimenté offre un soutien psychologique aux parents, pour les aider à faire face aux besoins particuliers de l'enfant et organiser une prise en charge future.

203. Les enfants souffrant de troubles de l'apprentissage bien précis ou d'un handicap physique (moteur, visuel, auditif, ou de troubles du langage), y compris les enfants dont le handicap peut apparaître plus tard, au cours de leur développement, font l'objet d'un examen approfondi qui permet d'identifier leurs besoins particuliers et de prévoir des activités d'éveil et des soins à long terme avec une aide appropriée, dans le cadre des ressources disponibles.

204. L'équipe multidisciplinaire chargée des enfants qui présentent des besoins particuliers se réunit pour examiner la prise en charge des cas individuels, mettre au point des programmes pour ces enfants, y compris une rééducation, des thérapies particulières et d'autres services, afin de les stimuler à un stade précoce. Sont offerts notamment à ces enfants:

- Des séances d'orthophonie;
- Des séances de physiothérapie;
- Des appareils auditifs (y compris le cas échéant des implants cochléaires);
- Un enseignement pour enfants mal ou non entendants;
- Des écoles spéciales pour enfants mal ou non voyants. Les enfants souffrant d'un handicap visuel partiel reçoivent un enseignement dans des écoles spécialisées locales, tandis que ceux qui souffrent de handicaps plus graves sont envoyés dans des écoles spécialisées à l'étranger;
- Des services orthopédiques tels que chaussures spéciales, orthèses, membres artificiels, ambulateurs pour faciliter la locomotion et encourager la mobilité;
- Des interventions chirurgicales mineures, par exemple, relâchement du tendon;
- Des interventions chirurgicales majeures, par exemple, réduction d'une luxation de la hanche, mise en place d'une dérivation pour soulager l'hydrocéphalie;
- Des conseils diététiques et nutritionnels à l'intention d'enfants qui ont du mal à avaler ou à manger; et
- Un traitement médical particulier, par exemple contre l'épilepsie, l'asthme, les infections ou les escarres.

205. Les enfants ne font pas l'objet de discrimination du fait de leur handicap. De fait, ils bénéficieront de toutes les interventions médicales ou chirurgicales nécessaires pour améliorer leur qualité de leur vie. C'est ainsi que des enfants trisomiques, atteints d'une maladie cardiaque congénitale, ont été opérés à l'étranger aux frais de l'État afin de jouir d'une meilleure qualité de vie.

206. Le Comité national consultatif et de coordination pour les enfants ayant des besoins particuliers est un comité multidisciplinaire centré sur l'éducation des enfants qui présentent des besoins particuliers. Il est prévu de mettre en place des jardins d'enfants ou des programmes préscolaires à plein temps et de faire très tôt le nécessaire pour préparer les enfants ayant des besoins particuliers à démarrer leur scolarité vers l'âge de 5 ans.

207. Le Service des affaires sociales a créé des centres pour enfants handicapés, essentiellement des classes d'orientation pour enfants handicapés, afin de rendre ces enfants aptes à vivre en société et à leur dispenser un enseignement de base. Il y a des centres de ce type sur l'ensemble du territoire national. Une organisation non gouvernementale, KACA, participe activement aux activités de protection sociale en faveur des enfants ayant des besoins particuliers.

E. Santé et enfants du Brunéi

208. La satisfaction des besoins de cette catégorie de jeunes enfants occupe une place importante et un rang de priorité élevé dans le domaine des soins de santé, y compris la promotion de la santé, les soins médicaux préventifs et curatifs et les services de soutien.

209. L'infrastructure médico-sanitaire est efficace. Elle consiste en quatre hôpitaux publics et deux cliniques privées avec une capacité totale d'un millier de lits. Chaque district compte un hôpital public. L'hôpital Raja Isteri Pengiran Anak Saleha (RIPAS), installé dans la capitale, est l'hôpital de référence. Les malades y sont transportés par bateau, en voiture, en ambulance ou en hélicoptère.

210. À part les services hospitaliers, des services de consultation externe (au niveau local) ainsi que des services de santé maternelle et infantile sont dispensés dans tout le pays grâce aux structures suivantes:

- Un centre de dépistage sanitaire;
- Trois centres de santé dotés de polycliniques;
- Treize dispensaires;
- Quatorze dispensaires pour la mère et l'enfant, offrant des soins prénatals et postnatals aux mères, ainsi que des soins de santé infantile;
- Quinze dispensaires mobiles équipés d'une pharmacie; et
- Six équipes médicales volantes.

211. Ces centres de santé et ces dispensaires, de même que les écoles, dispensent des services dentaires aux enfants.

212. Un bon nombre de sages-femmes visiteuses sont affectées à chaque région. Ces sages-femmes accompagnent et aident les mères, peu nombreuses, qui choisissent d'accoucher chez elles; elles surveillent la période périnatale, notamment en encourageant l'allaitement maternel, et veillent à ce que le nourrisson soit suivi pour des examens de routine

par un pédiatre. Les pouvoirs publics ne prônent pas officiellement la planification de la famille, mais encouragent l'espacement des naissances. Des médecins exercent aussi à titre privé.

213. L'équipe médicale volante fait régulièrement des tournées en hélicoptère, apportant des services médicaux aux villages reculés, où l'accès aux soins de santé est plus difficile.

Néanmoins, l'accessibilité aux services de soins de santé est généralement bonne, 90 % de la population vivant le long de la zone côtière, qui est desservie par un bon réseau routier.

214. Le pays compte en tout 344 médecins (1998), soit un médecin pour 939 habitants.

215. Des services de laboratoire sont assurés par le laboratoire public de l'hôpital Raja Isteri Pengiran Anak Saleha, le laboratoire de services scientifiques et les laboratoires de chaque hôpital de district et centre de santé.

F. Nutrition

216. Une enquête nutritionnelle a été menée de janvier à juin 1995 sur un échantillon de 817 mères enceintes et 1 137 enfants de moins de 5 ans dont il ressort que 38,9 % des femmes enceintes étaient anémiées, leur taux d'hémoglobine étant inférieur à 11 g/dl. Quant aux enfants âgés de moins de 5 ans, ils ne présentaient pas de cas de malnutrition protéino-calorique sévère, mais 3,6 % des enfants sur lesquels avait porté l'enquête, avaient un poids qui se situait à deux écarts-types au-dessous de la médiane, et 9,1 % étaient obèses, avec un poids supérieur de deux écarts-types à la médiane.

217. Une autre enquête nutritionnelle détaillée portant sur les familles, été menée sur une période d'un an, vient de s'achever. Elle apportera des éléments qui permettront d'élaborer les futurs programmes de nutrition.

G. Soins prodigués aux enfants défavorisés

Contexte juridique

218. Depuis mars 1987, le sida fait parti des maladies à déclaration obligatoire, en application de la loi sur la quarantaine et la prévention des maladies infectieuses, selon laquelle tous les cas d'infection au VIH doivent être signalés aux autorités sanitaires, de façon à ce que des mesures de contrôle et de prévention puissent être prises.

219. Néanmoins, l'opprobre attachée à l'infection au VIH a suscité un grave dilemme éthique dans la mesure où il faut concilier les priorités de santé publique et les libertés civiques de chaque personne.

220. À des fins de surveillance, de traitement et d'éradication de la maladie, le Groupe de lutte contre les maladies des services de santé publique tient à jour des listes de personnes touchées par le VIH/sida, avant de les coder de façon à préserver la confidentialité en matière de VIH et à protéger la vie privée des intéressés. Les nationaux atteints par le virus du VIH/sida n'ont à craindre aucune discrimination en matière d'emploi, de logement, d'accès aux soins de santé ni, dans le cas des enfants touchés par ce virus, en matière de scolarité.

VIH/sida

221. Le premier cas d'infection au VIH d'un adulte a été détecté en 1986. Depuis lors, on a recensé un total de 18 cas de VIH/sida affectant des ressortissants brunéiens et des résidents permanents, y compris un cas de VIH acquis avant la naissance et une femme enceinte qui s'est avérée séropositive lors d'un test prénatal.

222. Des activités de prévention primaire du VIH par l'éducation et le changement de comportement sont réalisées dans le cadre de programmes offerts à la population en général et aux groupes à risque, en particulier.

223. Le Brunéi Darussalam a arrêté d'autres stratégies de prévention du VIH/sida et de lutte contre cette maladie, qui consistent à:

a) **Assurer la sûreté du sang et des produits sanguins.** Aux tests de la syphilis, de l'hépatite B et de l'hépatite C s'ajoute depuis 1986 un test de VIH pour tous les dons de sang; jusqu'ici on n'a pas trouvé de sang contaminé par ce virus. Seuls des produits sanguins sûrs et traités comme il convient sont utilisés pour les malades qui présentent des troubles de la coagulation;

b) **Renforcer les programmes de surveillance.** Actuellement, un certain nombre de groupes à risque bénéficient d'un soutien psychologique et de tests de dépistage du VIH, à savoir: tous les donneurs de sang; les détenus; les personnes atteintes d'autres maladies sexuellement transmissibles; les toxicomanes; les personnes à comportement à haut risque; le personnel soignant exposé à des risques professionnels; les tuberculeux; les travailleurs étrangers; et les personnes qui demandent d'elles-mêmes un test de dépistage;

c) **Prévenir la transmission prénatale moyennant un dépistage prénatal du VIH.** Une petite étude a été effectuée entre janvier 1989 et juillet 1993, sur des femmes en période prénatale dont la plupart habitaient dans le pays. Aucune d'entre elles ne s'est avérée être séropositive. Le rapport publié suite à l'utilisation du protocole 076 par le Groupe d'essai clinique sur le sida (ACTG) illustre l'avancée la plus importante réalisée dans la prévention de l'infection des enfants par le VIH dans les pays dotés des moyens nécessaires. Il apparaît maintenant que, si les femmes séropositives reçoivent de la zidovudine pendant les deuxième et troisième trimestres de leur grossesse, puis de la zidovudine IV durant l'accouchement, et que de la zidovudine est administrée oralement aux nourrissons pendant six semaines, le taux de transmission prénatale peut diminuer des deux tiers (Connor E. M. *et al.*, 1994, Sperling R. S. *et al.*, 1996). Cette stratégie est maintenant de mise en matière de soins et il semble aujourd'hui plus justifié d'offrir aux femmes un dépistage prénatal au vu des résultats remarquables qui peuvent être obtenus en cas de séropositivité. Depuis janvier 1997, après le diagnostic du premier cas de transmission materno-fœtale du VIH chez un couple en phase symptomatique qui ignorait sa séropositivité, un dépistage du VIH est proposé à toutes les femmes enceintes;

d) **Prévenir la transmission prénatale par l'allaitement.** On sait depuis un certain temps que les femmes séropositives qui décident de nourrir leur nourrisson au biberon plutôt que de l'allaiter peuvent ainsi empêcher l'infection de probablement 10 % des enfants exposés au stade prénatal (Dunn D. T. *et al.*, 1992). On trouve au Brunéi Darussalam du lait en poudre pour

nourrissons de bonne qualité à des prix abordables. L'allaitement est recommandé aux mères en général, mais, dans le cas d'une mère dont on sait qu'elle est séropositive, un autre type d'alimentation du nouveau-né est conseillé;

e) **Conseiller les couples infectés par le VIH en matière de procréation.** Bien qu'il y ait très peu de femmes en âge de procréer contaminées par le VIH, les couples concernés reçoivent des avis et conseils qui ont valeur de recommandations, sur une éventuelle grossesse, ainsi que des informations sur les avantages avérés du protocole ACTG 076, au cas où ils décideraient d'avoir d'autres d'enfants.

Traitement du VIH/sida

224. Des premiers conseils sont dispensés par l'épidémiologiste du Groupe de lutte contre la maladie, qui réalise également des enquêtes épidémiologiques. Tous les cas connus de VIH/sida sont ensuite adressés à un médecin/pédiatre/obstétricien compétent pour traitement.

225. La prise en charge générale va de l'éducation au soutien psychologique, en passant par les services d'aide morale et physique, les conseils en matière de nutrition, la contraception, les précautions particulières à prendre et, le cas échéant, les conseils sur les décisions de grossesses futures.

226. Étant donné leur petit nombre, les malades ont librement accès aux services et peuvent facilement consulter leur médecin, pour des soins médicaux en général comme pour des problèmes particuliers. Des traitements prophylactiques particuliers pour les protéger des infections opportunistes leur sont administrés le cas échéant.

227. On administre à tous les enfants de mères contaminées par le VIH, à partir de l'âge de 6 semaines à 2 mois environ, une prophylaxie de la pneumonie à *pneumocystis carinii* que l'on poursuit jusqu'à ce qu'ils atteignent l'âge de 6 mois, ou dès qu'il devient évident que le nourrisson n'est pas contaminé.

228. Au Brunéi Darussalam, les citoyens et les résidents permanents, quel que soit le stade de leur infection, peuvent suivre gratuitement une thérapie antirétrovirale combinée.

229. Une organisation non gouvernementale a créé dernièrement un fonds spécial VIH pour aider les familles touchées par le VIH/sida.

H. Abandon et négligence

230. Comme on l'a vu plus haut, l'ordonnance sur les enfants de 2000, dans son article 19, fait obligation à tout médecin agréé, y compris aux médecins de la santé publique, de notifier immédiatement un tuteur ou un officier de police s'il a des raisons sérieuses de penser que l'enfant qu'il examine ou qu'il soigne a subi un traumatisme physique ou moral résultant de mauvais traitements, de négligences ou d'un abandon physique ou moral, de façon que les mesures nécessaires puissent être prises. En outre, aux termes du paragraphe 4 de cet article, le médecin de la santé publique est habilité à assurer la garde temporaire de l'enfant, en attendant qu'un tuteur ou un officier de police puisse le relayer.

231. L'hôpital est communément le premier endroit où sont détectées des lésions inexplicables. Le personnel infirmier et les médecins qui s'occupent des enfants ont une formation qui leur permet de repérer les indices de mauvais traitements. Des éléments d'éducation sanitaire portant notamment sur la maltraitance à enfant et la prévention sont apportés au grand public par les médias.

232. Bien que la maltraitance ne fasse pas l'objet d'une déclaration obligatoire, des plaintes sont souvent formulées par un parent, des membres de la famille ou des voisins qui s'inquiètent, ce qui reflète une sensibilisation croissante de l'opinion à ce problème.

233. Il arrive que des cas de brutalités, de négligence et de violence sexuelle soient traités à l'hôpital. À l'hôpital RIPAS, l'équipe de protection des enfants, de nature multidisciplinaire, se réunit régulièrement sur les cas dont elle est saisie, avec l'objectif suivant:

a) Partager toutes les informations pertinentes et examiner les indices de mauvais traitements, les facteurs qui en sont à l'origine et la probabilité de récurrence;

b) Examiner si l'enfant ou les enfants sont en sécurité dans la famille et décider si l'ouverture de poursuites s'impose pour protéger l'enfant ou les enfants; et

c) Formuler un plan en vue d'un travail futur auprès de l'enfant et de la famille, y compris une évaluation des besoins de la famille et de l'aide disponible sur place, désigner un agent de liaison et faire des recommandations en vue du suivi et un d'un réexamen du cas.

234. Cette démarche repose sur le principe que la priorité doit toujours être donnée à l'intérêt de l'enfant. Les parents sont tenus informés et, le cas échéant, des décisions sont prises avec leur participation. Ils sont également encouragés à demander un soutien à leur réseau familial. Un soutien psychologique est apporté aux parents chaque fois que nécessaire.

235. La possibilité de disposer de compétences multiples pour mettre en place un système de protection efficace des enfants s'est clairement fait sentir, par exemple lors d'un procès qui a eu lieu récemment devant la Haute Cour pour violence sexuelle sur la personne d'un enfant. Les tribunaux du Brunéi jugent recevables les enregistrements vidéo, afin d'éviter à un jeune enfant de subir un stress et un choc affectif supplémentaires en témoignant à l'audience en présence de l'accusé. Un enregistrement vidéo bien préparé de l'entretien avec le jeune enfant a été fait à l'hôpital et déclaré recevable. Le procès s'est poursuivi avec un contre-interrogatoire du jeune enfant, là encore grâce à la conjugaison des compétences des uns et des autres, et des salles spéciales ont été équipées d'une liaison vidéo à l'hôpital RIPAS pour permettre à l'enfant de témoigner contre le père naturel sans avoir à subir le stress supplémentaire de se trouver dans une salle d'audience en présence de l'accusé.

236. Les activités de protection des enfants exigent une étroite coopération interinstitutions. L'équipe de protection des enfants de l'hôpital RIPAS entretient de bonnes relations de travail avec d'autres spécialistes et considère que cette démarche interdisciplinaire est un élément essentiel du processus visant à essayer de protéger les enfants contre l'auteur de sévices.

I. Dispositions budgétaires et autres

237. Les crédits alloués par l'État au secteur de la santé n'ont cessé d'augmenter ces dernières années, atteignant 6,97 % du budget national (619 dollars du Brunéi (1998) par habitant).

238. Les soins de santé sont gratuits pour tous les citoyens et résidents permanents, pour tous les enfants de moins de 12 ans quelle que soit leur nationalité, ainsi que pour tous les fonctionnaires et les personnes à leur charge. Quant aux autres, ils doivent s'acquitter d'une redevance modique. Lorsque les soins médicaux nécessaires ne sont pas disponibles dans le pays, les citoyens brunéiens et les personnes qui répondent aux conditions requises sont envoyés à l'étranger pour y être soignés aux frais de l'État.

239. La formation sur place et à l'étranger des médecins, du personnel infirmier et autre personnel soignant qui s'occupent des enfants bénéficie d'un rang de priorité élevé.

J. Services pédiatriques

240. Afin de permettre une meilleure administration des soins pédiatriques, l'hôpital RIPAS ainsi que d'autres hôpitaux de district sont dotés d'un service de pédiatrie. Il existe des services de pédiatrie dans tous les districts, y compris en zone rurale.

241. À la naissance, chaque nouveau-né est examiné par un pédiatre. Les 7 à 10 premiers jours suivant leur sortie de l'hôpital, les mères et leur enfant reçoivent à domicile la visite quotidienne de sages-femmes visiteuses, qui encouragent l'allaitement maternel et l'espacement des naissances et surveillent la période puerpérale et le début de la période néonatale.

242. Les bébés sains sont suivis dans le dispensaire de la mère et de l'enfant le plus proche. Les vaccins habituels et la surveillance de la santé de l'enfant, y compris le contrôle de son développement, sont effectués à divers stades de l'évolution de l'enfant. Certains problèmes de développement précis sont recherchés afin d'identifier les enfants qui souffrent d'une infirmité physique, de façon à pouvoir intervenir rapidement si nécessaire.

K. Niveau de vie

243. Bien que le Brunéi Darussalam ait sans aucun doute fait de grands progrès dans le domaine des soins de santé infantile, il lui reste encore beaucoup à faire. L'accent doit être mis en particulier sur la prévention car une bonne protection de l'état de santé des enfants prévient l'apparition de maladies chroniques à l'âge adulte.

244. La gamme des services de santé offerts dans le pays s'élargit de façon à faire face aux besoins croissants de la population. On construit actuellement de nouveaux centres de santé et dispensaires. La construction d'un hôpital pour les femmes et les enfants à Bandar Seri Begawan est prévue dans le cadre du Septième plan national de développement de façon à faire face aux besoins des femmes et des enfants du pays en matière de santé.

VII. ÉDUCATION, LOISIRS ET ACTIVITÉS CULTURELLES ET SPORTIVES

A. Éducation, y compris formation professionnelle

Loi sur l'enseignement privé (chap. 55)

245. Cette loi régit l'enregistrement et la supervision des écoles qui ne sont pas subventionnées, dirigées ou contrôlées à 100 % par l'État et l'enseignement laïc qu'elles dispensent, ainsi que tout ce qui s'y rapporte.

246. La loi sur l'enseignement privé (chap. 55) ne comporte pas de disposition relative au droit de l'enfant à l'éducation, mais elle traite du développement de l'enfant, tant sur le plan sanitaire que sur le plan spirituel ou éducatif, en réglementant la création des écoles privées de façon à permettre à l'autorité compétente de lutter contre toute influence négative ou indésirable que ces établissements pourraient exercer. L'obligation qui est faite aux écoles, aux chefs d'établissement et aux enseignants de se faire enregistrer est garante du bien-être des élèves qui fréquentent ces établissements. L'enregistrement est refusé si l'école, les enseignants ou le chef d'établissement ne satisfont pas aux critères réglementaires prévus par la loi, par exemple en cas de mauvaises conditions d'hygiène, d'insalubrité ou de dangerosité des bâtiments.

Décret d'urgence sur l'éducation de 2000

247. Une nouvelle législation relative à l'enseignement est en voie d'achèvement. Elle vise principalement à :

- Légiférer sur des sujets liés à l'éducation, y compris sur l'enregistrement des établissements d'enseignement privés comme moyen de réglementer le système éducatif du Brunéi Darussalam et de veiller à ce que l'enseignement dispensé par ces institutions soit conforme au programme national;
- Offrir un enseignement, allant du préscolaire (écoles maternelles et jardins d'enfants) à l'enseignement supérieur;
- Offrir une éducation spécialisée aux enfants ayant des besoins éducatifs spéciaux; et
- Fournir un cadre juridique qui garantisse la protection des droits des enfants et des jeunes, c'est-à-dire le droit à l'éducation.

Application

a) Aperçu général et budget

248. L'enseignement figure et figurera toujours en bonne place sur la liste des priorités nationales du gouvernement de S. M. le Sultan et Yang Di-Pertuan du Brunéi Darussalam. Cet engagement se reflète aussi bien dans les ouvertures de crédits au titre du budget national que dans certaines réalisations nationales telles que la création, en 1985, d'une université locale. Environ 21 % des crédits (1 978 000 000 de dollars du Brunéi) affectés aux services sociaux du septième Plan national de développement soit à peu près 407 millions de dollars du Brunéi

(1996-2000) ont bénéficié à l'éducation. Dans ces conditions, la scolarité est offerte à tous, le taux d'alphabétisation dépassant les 90 %.

249. L'enseignement de type classique a débuté en 1912 grâce à la création d'une école malaise dans la capitale; en 1918, la construction d'écoles avait progressivement gagné les autres districts du pays. Après la Seconde Guerre mondiale, le Brunéi a été le théâtre d'une intense reconstruction, et le secteur de l'éducation n'a pas été oublié. Des progrès dans l'éducation ont été réalisés dans des domaines tels que le développement de l'infrastructure et le perfectionnement professionnel. En 1941, le pays comptait 42 écoles réparties sur l'ensemble du territoire, qui accueillait 312 filles sur 1 764 élèves. Bien que le nombre de filles scolarisées paraisse assez faible, il est impressionnant pour le pays (rapport annuel du Brunéi 1941:45). En 1951, le Gouvernement a pu introduire un enseignement complémentaire en anglais dans les écoles malaises.

250. Le premier plan pour le développement de l'éducation 1954-1959 a marqué un nouveau progrès dans la voie de la satisfaction des besoins du pays, notamment grâce à la construction d'écoles préparatoires et d'écoles secondaires dispensant un enseignement en anglais. Avec le développement de l'infrastructure s'est fait sentir le besoin d'une politique nationale de l'éducation qui imprime les directions futures du développement de l'éducation au Brunéi. Finalement, deux rapports sur l'éducation, celui de 1959 et celui de la Commission de l'éducation de 1972, ont été soumis au Gouvernement. Ils préconisaient entre autres l'emploi du malais dans l'enseignement comme moyen d'instruction dans tous les établissements scolaires.

251. D'autres progrès ont été accomplis lorsque, en 1984, une politique d'enseignement bilingue a été instaurée dans le but de permettre aux élèves d'atteindre un niveau élevé de compétence en anglais comme en malais. Cette politique de bilinguisme facilite la poursuite d'études supérieures à l'étranger aux enfants du pays. Un enseignement est aussi dispensé dans d'autres langues et des langues comme le mandarin, l'arabe ou le français sont enseignées à l'école en option.

b) Buts de l'éducation

252. La politique d'éducation nationale du Brunéi Darussalam vise à instaurer un système d'enseignement bien conçu, efficace et équitable qui soit conforme à la philosophie nationale de la monarchie islamique malaise. La politique nationale de 1997 a pour but:

- D'offrir au moins 12 ans de scolarité à tout enfant du Brunéi, soit sept ans d'enseignement primaire (y compris l'école maternelle), trois ans de premier cycle et deux ans de deuxième cycle d'enseignement secondaire général ou d'enseignement secondaire technique ou professionnel;
- De proposer un programme et des examens d'État communs à toutes les écoles du pays;
- De promouvoir et de soutenir l'enseignement bilingue, dans lequel le *bahasa melayu* continuera de jouer un rôle prépondérant, tout en relevant progressivement le niveau de l'enseignement en anglais;

- D’enseigner la religion islamique en veillant à ce que les valeurs de l’islam et le mode de vie islamique soient intégrés au système éducatif grâce à un programme scolaire approprié;
- De promouvoir le développement d’une identité nationale dans laquelle tous les citoyens du Brunéi, en tant que sujets loyaux placés sous la conduite du monarque, contribuent utilement à satisfaire les besoins du pays, qui sont en pleine évolution;
- De donner la possibilité de poursuivre des études supérieures à ceux qui en ont les capacités et les qualifications, en fonction des besoins du pays, qui sont en pleine évolution;
- De permettre à tous les enfants du Brunéi de satisfaire leurs besoins et leurs aspirations et de participer au développement de la nation en qualité de citoyens.

253. Bien que l’enseignement ne soit pas obligatoire, on estime à plus de 99 % le taux d’enfants scolarisés dans l’enseignement primaire au Brunéi Darussalam.

254. Il existe à l’heure actuelle 123 écoles primaires publiques, 26 écoles secondaires publiques et 60 écoles privées (qui ne dépendent pas de l’État). En 1999, le nombre total d’enfants inscrits dans l’ensemble des écoles et des établissements placés sous la tutelle du Ministère de l’éducation était de 93 895.

Tableau 2

Nombre d’établissements scolaires, d’élèves et d’enseignants dans l’enseignement général, y compris au jardin d’enfants, 1995-1999

Année scolaire	Établissements scolaires	Classes	Élèves	Enseignants	Nombre moyen d’élèves par établissement	Nombre moyen d’élèves par classe	Nombre moyen d’élèves par enseignant
1995	202	3 283	83 703	5 874	414	25	14
1996	206	3 418	85 464	6 530	415	25	13
1997	211	3 499	87 088	6 551	413	25	13
1998	215	3 857	90 606	6 998	421	23	13
1999	219	3 956	93 895	7 151	429	24	13

Source: Annuaire statistique de l’éducation.

c) Équipements éducatifs, services d’appui et bien-être des enfants en milieu scolaire

255. En matière d’effectifs scolaires, le Brunéi Darussalam a incontestablement fait d’immenses progrès. Ce taux d’inscription élevé est dû à plusieurs facteurs, comme la gratuité de l’enseignement, du primaire au supérieur, pour tous les citoyens, les enfants non-ressortissants

du Brunéi devant s'acquitter de frais de scolarité modiques dans le secondaire. En outre, les écoles sont accessibles dans tout le pays, en particulier dans les zones reculées où elles accueillent des effectifs même réduits. Le point le plus important est le fait que le Brunéi Darussalam offre l'égalité des chances aux garçons et aux filles, du primaire au supérieur, ce qui explique ce taux d'inscription élevé.

256. À l'heure actuelle, la plupart des écoles disposent d'installations et d'équipements modernes. Outre l'aspect matériel, le Gouvernement a reconnu l'importance de disposer d'un corps enseignant qualifié et bien formé. D'énormes efforts ont été consentis pour former des enseignants sur place, les recrutements à l'étranger contribuant à satisfaire les besoins croissants des écoles en personnel, grâce à quoi le nombre d'élèves par enseignant, dans les écoles du pays, est jugé satisfaisant et propice à l'enseignement et à l'apprentissage.

257. L'enseignement, au Brunéi, n'est pas du seul ressort de l'État mais dépend également du secteur privé, le pays comptant 60 écoles privées qui offrent différents niveaux d'enseignement. La participation du privé donne aux parents d'autres possibilités et la liberté de choisir ce qui convient le mieux à leurs enfants. En dehors du programme scolaire, les écoles sont aussi tenues de proposer des activités extrascolaires censées favoriser le développement permanent des capacités et des dispositions intellectuelles, spirituelles, sociales, physiques et esthétiques de l'ensemble de la personne, lesquelles lui permettront de défendre les aspirations du pays et de contribuer à les réaliser.

258. De façon générale, les activités extrascolaires ont pour but de favoriser le développement personnel, y compris des valeurs telles que la solidarité, la compréhension et le respect mutuel, ainsi que l'acceptation des différences. Les élèves des établissements primaires, secondaires et supérieurs sont encouragés à participer aux activités intellectuelles comme aux activités physiques. Au titre des programmes d'enrichissement personnel, les enfants participent à des manifestations nationales et internationales, des projets scientifiques et bien d'autres activités récréatives, organisées par les écoles ou le service des activités extrascolaires. L'objectif visé par ces programmes, en dernière analyse, est d'inculquer aux enfants du Brunéi les valeurs qui contribuent au développement de l'identité nationale.

259. Tous les systèmes d'éducation connaissent le phénomène de l'abandon scolaire, que plusieurs facteurs d'ordre éducatif, économique et social contribuent à expliquer, et le Brunéi ne fait pas exception à la règle. Le pays a déployé diverses stratégies visant, entre autres, à améliorer les résultats scolaires, les compétences linguistiques et les capacités de réflexion pour prévenir les abandons précoces.

260. Au Brunéi Darussalam, les enfants sont tenus de passer un examen national à divers stades. Certains d'entre eux, toutefois, ne parviennent pas à atteindre le niveau requis par le programme général. Des épreuves et des programmes spéciaux sont conçus à l'intention de ces élèves peu attirés par les études pour leur permettre d'atteindre un certain degré de compétence, notamment dans le domaine technique et professionnel, en vue de leur insertion dans le monde du travail.

261. Les élèves qui échouent deux fois au certificat de fin d'études primaires passent en première année de premier cycle de l'enseignement secondaire tout en suivant le programme du niveau II. Ce programme, instauré en 1997, a été mis au point pour répondre aux besoins des élèves qui, peu attirés par les études, sont plus motivés par une orientation professionnelle.

Il comprend des matières facultatives regroupées par modules et axées sur la pratique afin de permettre aux élèves d'explorer leurs capacités et leurs aptitudes.

262. Après avoir passé les épreuves sanctionnant la fin du premier cycle du secondaire, les élèves de l'enseignement général sont divisés en filières qui mènent au *Brunei Cambridge General Certificate of Education* au niveau ordinaire (*O-Level*) (Certificat général d'éducation, équivalent du baccalauréat) ou au *General Certificate of Education* au niveau normal (*N-Level*) (équivalent du baccalauréat mais à un niveau inférieur), ou encore suivent un enseignement qui les prépare à un métier manuel et un enseignement technique de base dans des écoles techniques ou professionnelles.

263. Les élèves qui trouvent le niveau ordinaire (*O-Level*) trop difficile peuvent suivre la filière normale (*N-Level*), dont le programme représente entre 70 % et 80 % de celui de la filière ordinaire. En revanche, ils peuvent, pendant les six premiers mois de la filière normale, tenter de rattraper une première fois la filière ordinaire s'ils ont de bons résultats.

264. Au terme de la deuxième année du deuxième cycle de l'enseignement secondaire, les bons élèves passent le *Brunei-Cambridge Ordinary Level Examination* (équivalent du baccalauréat). Ceux qui sont moins attirés par les études passent le *Brunei Cambridge GCE Normal Level examination* (équivalent du baccalauréat mais à un niveau inférieur). Les élèves qui obtiennent de bonnes notes à ce dernier examen peuvent passer dans la filière classique où, au terme d'une année d'études supplémentaire, ils passent le baccalauréat ordinaire (*GCE Ordinary Level*). Ou encore ils peuvent, après avoir obtenu leur *N-Level* (baccalauréat d'un niveau moins fort), opter pour une formation débouchant sur un diplôme dans le domaine technique ou entrer sur le marché du travail.

265. En ce qui concerne l'accès à l'éducation dans les conditions d'équité, le Ministère de l'éducation a mis en place, en 1997, un service d'éducation spécialisée chargé de faire des recherches afin d'élaborer et de mettre en œuvre des programmes d'éducation spécialisée visant à venir en aide aux enfants ayant des besoins spéciaux. Ces enfants, dont les besoins sont satisfaits en milieu scolaire intégré, sont insérés de bonne heure au milieu d'enfants normaux. Les enseignants sont formés à des programmes d'intervention rapide reposant sur un plan d'éducation individualisé dont l'ambition est globalement de faire de ces enfants des membres de la communauté indépendants, utiles et qui y apportent leur contribution. Il est prévu de consacrer davantage de moyens et de compétences à la satisfaction de besoins spécifiques, tels que ceux engendrés par les déficiences visuelles et auditives, le retard mental et les handicaps physiques.

266. Le Gouvernement du Brunéi ne se contente pas d'offrir la gratuité de l'enseignement: il prend également soin des enfants qui ont besoin d'une aide économique. Le Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports gère les fonds qui leur sont destinés. Le Fonds de parrainage offre 500 dollars du Brunéi par an et par enfant pour couvrir les frais de scolarité, les achats de livres et de vêtements, tandis qu'une aide financière mensuelle de 65 dollars du Brunéi par enfant est dégagée à ce titre. Les bénéficiaires sont des enfants âgés de 5 à 18 ans. Cette aide est fournie par divers organismes publics, dont le Ministère de l'éducation, qui propose, entre autres, une aide à la subsistance et à l'hébergement en foyer et une indemnité de transport. Tous les écoliers bénéficient également des services de santé scolaires, dont les contrôles permettent le dépistage précoce des problèmes médicaux. Des équipes médicales composées d'un médecin et d'infirmières visitent régulièrement les écoles, en zones rurales comme en zones urbaines,

où elles traitent les problèmes de vision et les problèmes nutritionnels et font des vaccins. Le service dentaire met à la disposition des écoliers des centres de soins dentaires, soit dans les écoles soit sous forme itinérante.

267. Le Ministère de l'éducation a également mis sur pied un service de conseils et d'orientation professionnels destiné aux élèves de tous les établissements. Au nombre de ses activités figurent des programmes d'orientation, la diffusion d'informations, l'orientation scolaire et professionnelle, des services de placement, des visites, des salons et des foires des métiers. Ce service organise également des stages de formation et des visites pédagogiques à l'étranger à l'intention des directeurs d'établissement et des enseignants des filières professionnelles. Les écoles ont également accueilli la création de services d'organisation des carrières destinés à élargir les perspectives des élèves au moment de choisir une formation adaptée à la carrière qu'ils envisagent.

268. Le nombre d'établissements d'enseignement étant limité sur place, le Gouvernement offre en permanence des bourses pour aller étudier à l'étranger. Ce geste d'une très grande générosité a permis à de nombreux étudiants des deux sexes de poursuivre leurs études et d'obtenir les qualifications nécessaires à l'édification de la nation. Ces bourses sont attribuées en médecine, en sciences de l'ingénieur, en architecture, en comptabilité et en aéronautique. Le Brunéi reconnaissant l'importance de la mise en valeur des ressources humaines dans l'édification de la nation, le Gouvernement a fait de l'investissement dans l'éducation l'une de ses priorités.

269. Le bien-être général de tous les enfants est une autre des grandes préoccupations du Ministère de l'éducation, d'où les principes et la pratique de l'accompagnement moral et psychologique, qui sont au cœur de l'organisation de la vie scolaire au Brunéi. Les enseignants sont formés au soutien psychologique, ce qui leur permet de venir en aide aux enfants posant divers problèmes tels que l'absentéisme, le vandalisme ou le tabagisme. Les enfants qui nécessitent une aide psychologique et sociale plus soutenue peuvent également s'adresser au service de soutien psychologique, qui est financé par plusieurs organismes, comme le Ministère de la santé, le Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports ou le Ministère des affaires religieuses.

d) Enseignement religieux islamique

270. L'enseignement religieux de type classique, au Negara Brunei Darussalam, s'étend du primaire au supérieur. L'enseignement de l'islam, dispensé dans toutes les écoles primaires et secondaires publiques et privées du pays, vise essentiellement à éduquer les élèves musulmans et à les encourager à se familiariser avec les préceptes de base de la foi islamique tout en s'efforçant de les pénétrer des valeurs spirituelles et morales de l'islam pour en faire des citoyens responsables. On enseigne également aux enfants l'histoire de l'islam et le sens de la fraternité entre les hommes du monde entier.

e) Écoles religieuses islamiques

271. L'enseignement religieux est aussi dispensé dans les écoles religieuses au niveau préscolaire et de la première à la sixième année du primaire. Généralement, ces écoles ont pour but principal d'instruire, d'inspirer, de guider et de former les enfants à la découverte de

la signification profonde de la foi islamique. On apprend à chaque enfant à comprendre, à croire et à pratiquer les préceptes de l'islam dans la foi en Allah tout-puissant (voir annexe V).

272. Des écoles arabes et des établissements musulmans d'enseignement supérieur ont été créés pour former des intellectuels musulmans dans diverses disciplines afin de répondre aux besoins du pays en main-d'œuvre dans le respect du principe de la monarchie islamique malaise. Le Brunéi compte 134 écoles religieuses, dont les cours de religion sont fréquentés par plus de 37 000 élèves et étudiants, pour un effectif d'environ 1 770 professeurs de religion.

273. Dans un souci de rationalisation de l'administration du système éducatif du pays, toutes les écoles, de quelque type que ce soit, y compris les écoles religieuses islamiques, sont progressivement placées sous la tutelle du Ministère de l'éducation.

f) Discipline scolaire

274. En 1984, le Ministère de l'éducation et de la santé a publié un livre sur les règles de discipline applicables aux établissements scolaires et aux foyers du Brunéi Darussalam, ouvrage qui trace, à l'intention des directeurs d'établissement et des enseignants, de grandes lignes de conduite auxquelles ils peuvent se référer en cas de besoin. À l'heure actuelle, toutefois, la plupart des écoles, primaires comme secondaires, ont des conseillers d'éducation chargés d'aider les professeurs de discipline à gérer les cas relevant de mesures disciplinaires dans leurs établissements respectifs. Les cas qui requièrent une aide plus poussée sont portés à l'attention du service des écoles du Ministère de l'éducation.

275. Un nouvel ouvrage consacré aux règles et aux lignes directrices régissant les mesures disciplinaires, en cours d'élaboration, doit être publié prochainement.

B. Loisirs, activités récréatives et culturelles (art. 31)

276. Les enfants jouissent, dans des conditions d'équité et d'égalité, de la possibilité de participer aux activités culturelles et de loisirs.

277. Sur le plan des loisirs et des activités sociales et culturelles, le pays est doté d'une infrastructure satisfaisante. Le service des activités extrascolaires du Ministère de l'éducation et le Ministère de la jeunesse et des sports organisent, suivent et mettent en place ces activités à l'intention des jeunes et des enfants sur l'ensemble du territoire.

278. Le Bureau des affaires linguistiques et littéraires a mis sur pied des bibliothèques destinées au grand public dans tous les districts du pays. Si aucun bâtiment n'est disponible, en particulier dans les zones rurales ou reculées, ou si une région s'avère difficile d'accès, une bibliothèque itinérante offre les mêmes services.

279. Le Bureau organise également des activités et des programmes spéciaux à l'intention des enfants pendant les vacances scolaires pour les amuser et les distraire tout en les encourageant à lire davantage pendant leurs heures de loisir. Un de ces projets, organisé tous les ans par le Bureau, est le Village des enfants, qui voit se rassembler dans la capitale des enfants de tout le pays pour participer à toutes sortes d'activités en plein air, dont des concours. Cette manifestation permet indirectement aux enfants de se faire de nouveaux amis et de développer une vie sociale active. Un autre projet également organisé par le Bureau et qui a les faveurs des

enfants est le projet «Lecture», qui vise à encourager le goût de la lecture et à développer une culture de la lecture chez les enfants du Brunéi. Le Bureau des affaires linguistiques et littéraires publie aussi un bulletin/lettre d'information mensuel qui leur permet de développer leurs qualités d'expression écrite.

280. La Radio Television Brunei (RTB) offre toute sorte de programmes de divertissement aux enfants du pays, que ce soit à des fins éducatives ou récréatives. Elle diffuse de nombreuses émissions pour enfants (activités promotionnelles et documentaires) outre des émissions produites à l'étranger.

281. Des programmes spéciaux sur la sécurité sont également diffusés à l'intention des enfants, notamment de ceux qui vivent dans le village sur l'eau, où des cas de noyade accidentelle se sont produits, pour leur rappeler l'importance de cette notion. Une autre campagne de sécurité, intitulée «Sécurité à la maison», met l'accent sur le fait que les accidents sont dus à la négligence, au feu ou à d'autres incidents de la vie domestique.

282. La RTB organise aussi de nombreux concours destinés à cultiver les jeunes talents dans des domaines variés (chant, ateliers de peinture, etc.). Plusieurs jeux-concours sont également organisés chaque année.

283. En plus de la RTB et du Bureau des affaires linguistiques et littéraires, le Ministère de l'éducation, en coopération avec d'autres organismes, met aussi sur pied des programmes et des projets destinés aux enfants. Le Service des affaires sociales, par le truchement de la Division du développement de la famille, organise également de nombreux projets à l'intention des jeunes enfants du pays afin de leur permettre de mener une vie plus saine et plus équilibrée.

284. Le secteur privé contribue aussi à l'offre d'activités pour les enfants en parrainant des concours de peinture, de photographie et des excursions pédagogiques. Les organisations non gouvernementales sont aussi très actives dans ce domaine et organisent de nombreuses activités sociales en faveur des orphelins, des handicapés et des nécessiteux.

VIII. MESURES SPÉCIALES DE PROTECTION

A. Enfants en situation d'urgence (réfugiés) (art. 22)

Contexte juridique

285. La législation du Brunéi Darussalam ne contient pas de disposition relative aux personnes qui demandent le statut de réfugié ni aux requérants d'asile.

Application

286. Le Brunéi Darussalam continuera à fournir une assistance humanitaire à tout réfugié de la mer, au cas par cas, dans les limites de ses possibilités, par exemple, si une embarcation chargée de réfugiés est totalement inapte à prendre la mer et risque de couler, si des passagers sont gravement malades ou blessés ou s'il n'y a pas de vivres à bord.

287. Bien que le Brunéi Darussalam n'accepte pas de réfugiés et ne soit partie à aucun instrument international pertinent en la matière, il verse des contributions financières volontaires à divers programmes et projets mis en œuvre par l'organisme des Nations Unies compétent depuis 1984.

Difficultés

288. Le Brunéi Darussalam est un petit pays faiblement peuplé et la présence de réfugiés pourrait avoir des incidences négatives sur la vie sociale et politique et sur la sécurité.

B. Enfants touchés par des conflits armés (art. 38) et réinsertion sociale (art. 39)

Contexte juridique

289. L'âge minimum d'enrôlement dans les forces armées du Brunéi Darussalam est fixé par la loi sur les forces armées royales du Brunéi (chap. 149). En vertu de l'article 12, peuvent être incorporées dans les forces armées et l'armée de réserve les personnes ayant atteint l'âge de 17 ans et demi qui remplissent les conditions requises. En outre, l'article 13 autorise l'enrôlement dans les forces armées ou l'armée de réserve de jeunes hommes remplissant les conditions requises en vue de constituer des unités de soldats ou de réservistes, avec l'autorisation écrite des parents ou de la personne exerçant l'autorité parentale, et sous l'autorité du fonctionnaire de district.

Application

290. Le Brunéi Darussalam n'a aucune expérience en la matière.

C. Enfants en conflit avec la loi (administration de la justice pour mineurs) (art. 40), enfants privés de liberté [art. 37 b) à d)], condamnation d'enfants [art. 37 a)], réadaptation physique et psychologique et réinsertion sociale de l'enfant (art. 39)

Contexte juridique

291. Les lois du Brunéi contiennent plusieurs dispositions visant à protéger les enfants qui se trouvent dans ces situations. Les plus importantes figurent dans le Code de procédure pénale (chap. 7), qui régit l'administration de la justice pénale au Brunéi.

292. Selon la définition qu'en donne le paragraphe 1 de l'article 2 du Code de procédure pénale, un jeune délinquant est âgé de 7 à 18 ans. Aucun acte commis par un enfant âgé de moins de 7 ans ne peut donc être qualifié d'infraction. La même disposition est prévue à l'article 82 du Code pénal (chap. 22). En vertu de l'article 83 du Code pénal, aucun acte ne peut être qualifié d'infraction s'il a été commis par un enfant âgé de 7 à 12 ans qui n'est pas capable de discerner la nature et les conséquences de son comportement.

293. Le paragraphe 1 de l'article 238 du Code interdit d'infliger la peine capitale à une personne âgée de moins de 18 ans. Le même article dispose que la peine de mort ne doit pas être prononcée contre une personne reconnue coupable d'un crime ou délit si le tribunal constate que l'intéressé était âgé de moins de 18 ans au moment des faits. Le tribunal doit condamner l'intéressé à une peine d'emprisonnement dont la durée est laissée à la discrétion de Sa Majesté.

294. Tout jeune délinquant comparaît devant un tribunal de première instance et reçoit le même traitement qu'un adulte. Il n'a pas encore été créé de tribunaux pour mineurs, pourtant prévus par la loi. La demande de mise en liberté sous caution d'un jeune délinquant reçoit généralement une suite favorable. Cette mise en liberté est considérée comme un droit pour tout jeune délinquant accusé d'une infraction dont l'auteur peut être mis en liberté sous caution et qui est passible d'une peine d'emprisonnement de moins de deux ans. Pour les délits plus graves qui dépassent la compétence d'un tribunal de première instance, la demande de mise en liberté sous caution est examinée par une instance intermédiaire ou la Haute Cour, à la demande d'un procureur adjoint qui choisit devant quel tribunal l'affaire sera jugée. La cour donne rarement une suite favorable lorsqu'un jeune délinquant est accusé d'un crime ou délit passible de la peine de mort (tel que meurtre ou possession d'arme à feu) car les auteurs de ce type de délit ne peuvent bénéficier d'une mise en liberté sous caution et sont placés en détention provisoire dans l'attente de l'audience.

295. Lorsqu'un jeune délinquant est déclaré coupable d'un délit passible d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement, le tribunal peut, au lieu de le condamner, le libérer avec un avertissement ou sur engagement de bonne conduite pour une période d'un an maximum. Les auteurs de délits plus graves peuvent être placés en détention pour une période d'un an à cinq ans.

296. Le Ministère de la culture, de la jeunesse et des sports dirige un centre réservé aux jeunes filles et aux femmes. Dénommé Taman Noor Hidayah, ce foyer a été créé en vertu de la loi pour la protection de la femme et de la jeune fille et s'est vu confier les objectifs suivants:

- Fournir un encadrement et une formation à des jeunes filles et des femmes qui se livraient à des activités nuisibles à la société, en vue de leur redressement moral; et
- Offrir un refuge aux femmes et aux enfants victimes de brutalités.

297. Le foyer est opérationnel depuis 1987. Il n'est pas censé s'occuper plus particulièrement des enfants, mais les archives montrent que certains jeunes y sont admis. Sur les 105 personnes admises depuis 1987, 42 étaient des jeunes.

Application

298. L'article 262 du Code de procédure pénale énonce des règles relatives au lieu de détention des jeunes délinquants en vue de leur assurer une protection suffisante. Il couvre des aspects tels que l'hébergement, la libération et le transfert, les articles interdits, les vêtements et la literie, l'alimentation, la santé et l'hygiène, l'emploi, l'instruction religieuse, l'éducation, les visites et les communications, ainsi que les infractions et la discipline. Ces règles touchent également aux plaintes émanant de détenus, au classement et aux grades, à la mise en liberté conditionnelle, au personnel, aux gardiens, aux médecins, aux directeurs d'établissement, au conseil consultatif et à la désignation des lieux de détention. Un détenu peut être mis en liberté conditionnelle lorsqu'il a purgé 12 mois de sa peine d'emprisonnement.

299. En vertu du paragraphe 5 b) de l'article 262 du Code de procédure pénale (chap. 7), le Ministre de la culture, de la jeunesse et des sports, avec l'autorisation de S. M. le Sultan et Yang Di-Pertuan, est habilité à élaborer des règles régissant le classement, le traitement,

l'emploi, la discipline, le contrôle, l'alimentation et les loisirs des jeunes délinquants placés en de détention où que ce soit au Brunéi.

300. La loi sur l'abus de drogues (chap. 27) vise à lutter contre les drogues dangereuses ou nuisibles et les activités qui y sont liées. Selon le règlement de discipline des établissements agréés de 1987, le terme «centre» désigne tout établissement agréé tel que défini dans la loi sur l'abus de drogues. L'article 2 de la loi définit un établissement agréé comme tout lieu ou établissement qui a reçu l'agrément du Ministre, avec l'approbation de S. M. le Sultan et Yang Di-Pertuan, pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes. Il n'y a pas de disposition spécifique applicable aux enfants.

301. Il existe un établissement pour le traitement et la réadaptation des toxicomanes, le *Rumah Al Islah*, à Jalan Pelumpong (Muara).

302. Selon les chiffres fournis par le Bureau de contrôle des stupéfiants du Cabinet du Premier Ministre, il y a eu en 2000, dans des affaires d'abus de drogues, 19 arrestations d'enfants âgés de moins de 15 ans et 70 de jeunes âgés de 16 à 20 ans.

303. Lorsqu'un jeune délinquant est arrêté parce qu'il est soupçonné d'avoir commis un délit, il est traité au même titre qu'un délinquant adulte comme prévu dans le Code de procédure pénale. La législation relative aux enquêtes criminelles, à l'arrestation, à la détention préventive et à la mise en liberté sous caution ne comporte pas de disposition spécifique relative aux enfants.

304. Si un jeune délinquant est arrêté parce qu'il est soupçonné d'avoir commis un délit de peu de gravité, tel qu'un vol ou une agression mineure, la police le remet généralement en liberté le jour même, après avoir pris toutes les mesures raisonnables pour informer sa famille. Pour les crimes ou délits plus graves, y compris ceux passibles de la peine de mort, le jeune délinquant est placé en détention provisoire et l'on s'efforce généralement de le séparer des adultes.

305. La police dispose d'une unité spéciale, le Service de lutte contre la violence familiale et la maltraitance à enfant, chargé des affaires concernant des jeunes délinquants et des femmes. Il traite des cas de violences, d'atteinte et de brutalités physiques et mentales, de négligence, de mauvais traitements, de violence sexuelle, de vols et d'exploitation. Il collabore étroitement avec les services de médico-sociaux et le Service des affaires sociales. Selon les statistiques qu'il a recueillies, entre 1993 et 1998, le Brunéi a enregistré 14 cas de maltraitance à enfants et 7 cas de relations sexuelles illicites.

306. Selon l'analyse qu'a effectuée le Service de lutte contre la violence familiale et la maltraitance d'enfant à partir des cas signalés depuis 1995, les causes de la maltraitance à enfants sont les suivantes:

- Stress et tension psychologique dus à des problèmes financiers;
- Familles recomposées; et
- Perte de la maîtrise de soi.

307. Selon les chiffres fournis par la police, 520 jeunes délinquants ont été arrêtés en 1998, 457 garçons et 63 filles. Ces chiffres sont en diminution par rapport aux années précédentes; par

exemple, en 1997, 713 garçons et 29 filles ont été arrêtés et en 1996, 917 garçons et 14 filles. On constate une légère augmentation du nombre de filles délinquantes au fil des ans. Toutes les arrestations n'ont pas donné lieu à des poursuites car certains délinquants ont été remis en liberté ou confiés aux autorités compétentes par la police.

308. Le Code de procédure pénale dispose qu'un tribunal qui reconnaît la culpabilité d'un accusé doit lui imposer la peine prévue par la loi. Le Code ne contient pas de dispositions spécifiques concernant les enfants, à l'exception de celle qui a trait à la peine capitale. Cependant, lorsqu'il prononce une peine à l'encontre d'un mineur, le tribunal est très attentif à sa situation. Il demande auparavant au procureur de produire, le cas échéant, les antécédents judiciaires du jeune délinquant. Dans la plupart des cas, il lui demande également de produire son dossier scolaire, s'il est encore scolarisé, afin de pouvoir déterminer la peine la plus appropriée. Les amendes d'un montant élevé sont généralement exclues car elles causeraient des problèmes financiers inutiles aux parents ou aux responsables légaux du jeune délinquant et reviendraient pratiquement à envoyer celui-ci en prison. Le tribunal fixe généralement un délai pour le paiement d'une amende, en tenant compte des ressources de l'intéressé. Dans certains cas, le paiement peut être échelonné.

309. La peine la plus couramment prononcée à l'encontre d'un jeune délinquant est l'obligation de contracter un engagement de bonne conduite d'une durée de deux ans au maximum. Elle est normalement réservée aux délinquants primaires. Le tribunal peut toutefois y joindre certaines conditions, par exemple associer à un engagement de bonne conduite d'une durée de 12 mois une caution de 1 500 dollars du Brunéi pour laquelle les parents ou les responsables légaux se porteront garants, ce qui signifie globalement qu'ils seront tenus de veiller au respect de l'engagement.

310. Le tribunal peut ordonner de mettre un jeune sous surveillance policière pour une période de deux ans au maximum, à condition que l'intéressé ait été condamné à une peine d'emprisonnement d'au moins deux ans. La mise sous surveillance policière est rarement prononcée sans mesures d'accompagnement.

311. De manière générale, les tribunaux n'envisagent les peines privatives de liberté qu'en dernier recours. Elles sont infligées aux jeunes délinquants susceptibles d'avoir déjà eu affaire à la justice et aux récidivistes, quand les antécédents de l'intéressé ne laissent pas d'autre choix que la prison ferme.

312. Les autorités judiciaires ont elles-mêmes comptabilisé les délits commis par des mineurs au Brunéi entre janvier 1994 et octobre 1998. Selon ces statistiques, il y a eu durant cette période 358 affaires de ce type. Les délits les plus nombreux étaient le vol (44 %), suivi de l'abus de drogues (10 %). Les infractions commises allaient du cambriolage au recel, en passant par les dégradations, le viol, les coups et blessures volontaires, les infractions à la législation douanière, au Code de la route et à la législation relative à l'immigration. Les auteurs, 337 hommes et 21 femmes, étaient âgés pour la plupart de 16 à 18 ans. Il semblait que leurs difficultés étaient dues en partie à la négligence des parents, aux problèmes conjugaux de ces derniers, au fait que les parents étaient eux-mêmes délinquants ou à l'influence négative des camarades.

313. Une fois reconnus coupables et si une peine d'emprisonnement est prononcée, les jeunes délinquants sont incarcérés à la prison de Jerudong, qui est également un établissement pour

adultes. Il n'existe pas au Brunéi Darussalan d'établissements pénitentiaires réservés aux mineurs et comme les prisons sont surpeuplées, les autorités pénitentiaires ne sont pas en mesure de placer les mineurs dans un quartier séparé. De même, dans les centres de réadaptation pour toxicomanes, les jeunes délinquants sont mêlés aux adultes. Les statistiques recueillies par l'Administration pénitentiaire ont confirmé que les mineurs délinquants condamnés à une peine d'emprisonnement étaient peu nombreux. Entre 1995 et 1998, il y en a eu 89, dont les plus jeunes étaient âgés de 14 ans.

314. Les jeunes délinquants sont détenus avec des adultes qui ont une certaine maturité, doivent être libérés prochainement, sont très pieux ou ont commis des délits mineurs. Il convient de souligner que cette mesure est prise dans l'espoir que ces délinquants adultes pourront aider les plus jeunes à prendre conscience de leurs erreurs. En outre, les jeunes délinquants reçoivent, dans la mesure du possible, un traitement adapté à leur âge.

315. Le Brunéi Darussalam est devenu partie à la Convention relative aux droits de l'enfant le 27 décembre 1995 et a ainsi renforcé son engagement en faveur de la protection de l'intérêt de l'enfant, de sa survie ainsi que de sa croissance et de son développement. Des mesures sont prises actuellement en vue de renforcer la protection des droits des enfants en conflit avec la loi. Par exemple, la construction d'une nouvelle prison mieux aménagée devrait permettre aux autorités pénitentiaires de prendre véritablement en compte le bien-être des mineurs qui y seront détenus.

316. En tant que pays islamique, le Brunéi Darussalam s'efforce de mettre en œuvre et de défendre les principes de l'islam qui imprègne tous les aspects de la vie quotidienne. Son statut de monarchie islamique malaise rend cette influence religieuse encore plus vive. Outre les dispositions de la loi sur le Conseil religieux et les tribunaux de cadi (chap. 77), qui confèrent aux enfants certains droits, il existe dans le Coran et les *hadiths* (enseignement traditionnel et actes et paroles du Prophète) plusieurs règles qui guident les adultes musulmans dans leurs rapports avec les enfants. C'est grâce au mode de vie islamique et à la tradition malaise d'attachement et de dévouement aux enfants que le Brunéi Darussalam est devenu un havre de paix pour tous, y compris les enfants. Il convient de noter que certains cas de délinquance juvénile résultent en fait d'une affection excessive, offerte sans discernement.

Difficultés

317. Les diverses autorités chargées de l'administration de la justice sont déterminées à réexaminer le traitement réservé aux jeunes délinquants en vue de mieux respecter l'esprit et les buts de la Convention relative aux droits de l'enfant. Cependant, le manque de ressources les contraint à ralentir leurs efforts.

318. Compte tenu du petit nombre de jeunes délinquants actuellement emprisonnés, il n'existe pas d'établissement pénitentiaire qui leur soit réservé.

D. Enfants en situation d'exploitation

Contexte juridique

319. La loi interdit d'employer des personnes âgées de moins de 16 ans. En deçà de 14 ans, cela est considéré comme du travail d'enfant. La loi sur le travail [chap. 93, art. 24, par. 1)] interdit de recruter des enfants dans une entreprise industrielle. Aux termes de cette loi, le mot «enfant» désigne une personne âgée de moins de 14 ans.

320. Le Code pénal (chap. 22) et la loi pour la protection de la femme et de la jeune fille (chap. 120) sanctionnent lourdement la vente, la traite et l'enlèvement de femmes, de jeunes filles et d'enfants. Les délits visés, notamment le rapt ou l'enlèvement d'un enfant pour le réduire en esclavage ou la vente d'un mineur à des fins de prostitution, sont passibles d'une peine d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans.

Application

321. La plupart des demandeurs d'emploi sont âgés de plus de 18 ans mais quelques-uns sont plus jeunes. Les parents qui souhaitent permettre à leurs enfants de travailler avant l'âge légal doivent en demander l'autorisation au Commissaire au travail. Celui-ci se prononce en fonction de l'intérêt supérieur de l'enfant et ne donne son consentement que si le type de travail en question n'est ni éprouvant physiquement ou psychologiquement ni dangereux. Selon les statistiques fournies par le Département du travail, il y avait en 1998, 40 demandeurs d'emploi n'ayant pas l'âge légal pour travailler.

322. Du point de vue théorique, la présence d'enfants au travail peut être considérée comme du travail d'enfants. Cependant, il est fréquent que des enfants aident leurs parents dans de petites entreprises familiales – marchés de nuit, tenue d'un étal de fruits et légumes ou d'une épicerie. Il s'agit d'une pratique traditionnelle au Brunéi et pour certaines familles, c'est une façon de préparer leurs enfants à prendre la relève le moment venu. La plupart de ces enfants ne sont pas rémunérés ou bien reçoivent des sommes modiques à titre d'encouragement.

Difficultés

323. Le Département du travail collabore étroitement avec le Ministère de l'éducation et le secteur privé à la mise en place de programmes de formation visant à aider les jeunes demandeurs d'emploi à accroître leurs compétences et à explorer d'autres possibilités de compenser leur faible niveau d'études. La principale difficulté est que ce type de programme doit cibler spécifiquement ces jeunes afin qu'ils ne se retrouvent pas en compétition avec d'autres jeunes ayant un meilleur niveau d'instruction.

324. La présence de demandeurs d'emploi qui n'ont pas l'âge normalement requis pour travailler peut s'expliquer par les mauvais résultats scolaires de ces jeunes, qui les empêchent de poursuivre leurs études. Un autre facteur tient à la nécessité, pour certains parents, de faire travailler leurs enfants tôt afin d'aider la famille.

E. Enfants impliqués dans l'abus de drogues

Contexte juridique

325. La loi sur l'abus de drogues (chap. 27) vise à lutter contre les drogues dangereuses ou nuisibles pour une raison ou pour une autre ainsi que contre les activités qui y sont liées. Elle ne comporte pas de dispositions spécifiquement consacrées aux enfants.

Application

326. Le Bureau de contrôle des stupéfiants est le principal organisme chargé de veiller à l'application de la législation relative aux stupéfiants au Brunéi Darussalam. Les fonctionnaires du Bureau ont pleins pouvoirs pour enquêter sur les affaires de drogue. Dans une affaire récente, un enfant avait été utilisé pour importer de la drogue par ses parents, qui lui avaient attaché des sachets sur le corps. Après leur arrestation, le père de l'enfant a été condamné à 27 ans de prison et sa belle-mère à 24 ans. La plupart des enfants sont arrêtés pour avoir consommé de la drogue ou parce qu'ils en détiennent pour leur propre usage. Malgré l'absence de dispositions législatives spécifiques, on constate que, comme c'est souvent le cas lorsque des enfants sont en conflit avec la loi, le Bureau de contrôle des stupéfiants manifeste à leur égard davantage d'humanité et de compassion.

327. Le Bureau fournit également des services de post-cure dans le cadre de son programme de supervision. Celui-ci s'adresse aux auteurs d'infractions liées à la drogue qui ont achevé leur période de traitement et de réadaptation. Il s'agit de jeunes délinquants qui ont subi une condamnation pour avoir consommé de la drogue ou qui sont entrés dans le programme de leur plein gré après avoir été reconnus comme toxicomanes. Les jeunes qui bénéficient de ce programme sont surveillés au moyen de tests urinaires réguliers et de visites réalisées à l'improviste durant une période de deux ans maximum. La loi dispose que cette période peut être prolongée d'un an mais, dans la pratique, cette possibilité est rarement utilisée. Pendant la période de supervision, un soutien psychologique est offert aux usagers et à leur famille. Des activités telles que loisirs, sport et enseignement religieux sont organisées afin de les encourager à adopter un mode de vie plus sain. Un programme similaire est proposé aux utilisateurs de substances inhalées en vertu de l'ordonnance d'urgence sur les stupéfiants de 1991, mais la période de supervision y est réduite à un an maximum.

328. Le traitement et la réadaptation des toxicomanes en institution relèvent de la compétence de l'Administration pénitentiaire. Cette phase dure de 6 à 36 mois. À leur sortie, les résidents font l'objet d'une supervision durant 24 mois supplémentaires sous l'autorité du Bureau de contrôle des stupéfiants. Le Brunéi ne disposant que d'un seul centre de traitement et de réadaptation, il n'existe pas d'établissement séparé pour les délinquants mineurs. Le centre s'occupe également du traitement et de la réadaptation des utilisateurs de substances inhalées. Pour ces derniers, le tout dure de 6 à 12 mois.

329. La plupart des jeunes délinquants consomment de la codéine et des substances psychotropes et la consommation de stimulants du type amphétamine tend à augmenter. La consommation de drogues est également fréquente chez les délinquants adultes et les substances en cause sont les mêmes. Les adultes qui consomment des stupéfiants ont généralement contracté cette habitude dès l'enfance.

330. Le Bureau estime qu'il faut donner aux jeunes toutes les chances de se réadapter en évitant les conséquences négatives d'un passé judiciaire. Ainsi, lorsqu'il a affaire à de jeunes délinquants, il prend avant tout en considération leurs chances de réadaptation et leurs perspectives d'avenir.

331. Dans la pratique, les directives suivantes sont normalement appliquées:

a) Lorsqu'ils sont arrêtés, les jeunes délinquants qui ne sont pas impliqués dans des infractions majeures telles que le trafic se voient proposer une mise en liberté sous caution. Dans la mesure du possible, ils ne sont pas mis en détention provisoire, car il n'existe pas de lieu qui leur soit spécifiquement réservé. Lorsque cela ne peut être évité, des mesures sont prises en vue de les séparer des délinquants adultes;

b) Les lycéens et les jeunes ne sont pas poursuivis à moins qu'ils ne soient des trafiquants de drogues notoires ou des récidivistes. Ils sont mis en liberté avec un avertissement, dirigés vers le programme de supervision du Bureau de contrôle des stupéfiants, ou recommandés en vue d'un traitement et d'une réadaptation.

332. À l'heure actuelle, le Brunéi Darussalam ne dispose pas de données relatives au nombre d'enfants et de jeunes toxicomanes. Le Bureau de contrôle des stupéfiants comptabilise toutefois le nombre de lycéens concernés. Ainsi, de 1995 à 2000, il y aurait eu en tout 279 lycéens arrêtés, dont 147 étaient âgés de 15 ans au plus et les autres de moins de 19 ans. Cependant, les chiffres diminuent. En 2000, 25 lycéens ont été arrêtés contre 30 en 1999 et 33 en 1998. Le nombre d'enfants de moins de 15 ans arrêtés a également diminué – 19 en 2000 contre 20 en 1999, et 29 en 1998.

333. Pendant l'année 2000, 4 lycéens ont été inscrits au programme de supervision. Il y en avait 18 en 1997, 2 en 1998 et un seul en 1999.

334. La tendance à la baisse du nombre de lycéens arrêtés a contribué à l'instauration de liens plus étroits entre le Bureau et le Ministère de l'éducation, qui ont conclu un accord en vue de contrôler l'augmentation de l'abus de drogues chez les jeunes. Des tests d'urine sont effectués dans les écoles et les lycées afin de repérer les consommateurs. Les conseillers pédagogiques ou le service de soutien psychologique du Ministère de l'éducation s'occupent des élèves qui ont été repérés grâce aux tests d'urine ou par d'autres moyens avant qu'ils ne soient renvoyés au Bureau. Celui-ci prend en charge les cas que les écoles ou le service ne sont pas en mesure de gérer. Il collabore également avec le Ministère de l'éducation à un projet de refonte de l'éducation antidrogue dans le cadre des programmes scolaires, y compris ceux des établissements de l'enseignement supérieur.

335. En vue de sensibiliser les jeunes aux dangers de l'abus de drogues, le Bureau organise des conférences sur ce sujet dans les écoles, les lycées et les villages durant toute l'année. En 2000, il a organisé en tout 98 conférences dans l'ensemble du pays, dont 59 s'adressaient à des élèves, touchant au total 11 777 jeunes. Le Bureau aide également le Ministère de l'éducation à mettre en place des activités telles que des séances de questions/réponses et des services de soutien psychologique à l'intention des dirigeants étudiants.

336. Par ailleurs, le plus grand soin est apporté à l'organisation de campagnes qui incitent les jeunes à s'engager dans diverses activités plutôt que de se livrer à l'abus de drogues. Les pouvoirs publics unissent leurs efforts à ceux des communautés en vue de mettre en place des activités saines pour la jeunesse. On espère que ce type de campagne permettra d'atteindre les enfants qui ont quitté l'école.

337. En vue de mieux connaître et d'éliminer les problèmes liés à l'abus de drogues dans les établissements d'enseignement, le Bureau de contrôle des stupéfiants a réalisé deux études, l'une en 1994 et l'autre en 1998. Les résultats obtenus l'ont aidé à déterminer l'ampleur du problème et à élaborer ses stratégies en conséquence.

Difficultés

338. La lutte contre l'abus de drogues coûte cher et le manque de ressources est le principal obstacle qui empêche de traiter la question des enfants de manière distincte. Par exemple, le Brunéi ne compte qu'un petit nombre d'établissements de redressement et de détention pour les enfants. Cependant, des mesures sont prises pour y remédier.

F. Enfants appartenant à une minorité ethnique ou à un groupe autochtone (art. 30)

Contexte juridique

339. Bien qu'il n'existe pas de législation visant spécifiquement à protéger les droits des enfants appartenant à une minorité ethnique ou à un groupe autochtone, la législation du Brunéi reconnaît, en vertu de la loi sur la nationalité (chap. 15), l'existence de 7 groupes autochtones malais (Belait, Bisayah, Brunéi, Dusun, Kedayan, Murut et Tutong) et de 15 groupes autochtones du Brunéi Darussalam (Bukitans, Sea Dayaks, Land Dayaks, Kalabits, Kayans, Kenyahs, Kajangs, Lugats, Lisums, Melanaus, Penans, Sians, Tagals, Tabuns et Ukits), dont les membres peuvent être considérés comme des sujets de S. M. le Sultan et, en tant que tels, bénéficient pleinement de tous les droits associés à ce statut.

Application

340. Tous les enfants jouissent de l'égalité de traitement, sans distinction de religion, d'origine ni de race.

IX. CONCLUSION

341. Le Brunéi Darussalam est devenu partie à la Convention relative aux droits de l'enfant le 27 décembre 1995 et a ainsi renforcé son engagement en faveur de la protection de l'intérêt de l'enfant, de sa survie, ainsi que de sa croissance et de son développement.

342. En tant que pays islamique, le Brunéi Darussalam s'efforce de mettre en œuvre et de défendre les principes de l'islam qui imprègne tous les aspects de la vie quotidienne. Son statut de monarchie islamique malaise rend cette influence religieuse encore plus vive. La charia (loi sur le Conseil religieux et les tribunaux de cadis, chap. 77) confère aux enfants certains droits et, en outre, diverses règles et *hadiths* (enseignement traditionnel et actes du Prophète) guident les adultes musulmans dans leurs rapports avec les enfants. C'est grâce au mode de vie islamique et

à la tradition malaise d'attachement et de dévouement aux enfants que le Brunéi Darussalam est, depuis des temps immémoriaux, un havre de paix pour tous, y compris les enfants. Il convient de noter que certains cas de délinquance juvénile résultent en fait d'une affection excessive, offerte sans discernement.

343. En adhérant à la Convention relative aux droits de l'enfant, le Brunéi Darussalam a toutefois pris conscience de la nécessité urgente de mieux orienter et définir cette attitude et de mieux appliquer les lois islamiques et civiles pour le plus grand intérêt des enfants du pays. En vue de s'acquitter de l'obligation qui lui incombe en vertu de la Convention, le 18 janvier 2001, le Brunéi Darussalam a créé le Conseil national des enfants, comme l'avait proposé S. M. R. Pengiran Isteri Hajah Mariam, lorsqu'elle avait assisté à la réunion consultative sur la Convention en 1996. Cet organe devrait être en mesure de mieux coordonner les efforts accomplis par les différents organismes s'occupant d'enfants au Brunéi Darussalam. Les autorités ont clairement conscience de la nécessité d'adopter une approche globale en vue de régler les problèmes qui concernent les enfants.

344. Notre système éducatif offre à tous les enfants un enseignement laïc et religieux gratuit de l'école primaire à l'enseignement supérieur, et notre système de santé dispense des services de prévention et de traitement gratuits. Dans ces deux domaines, on peut considérer que le Brunéi Darussalam a été performant et a appliqué pleinement les normes juridiques en vigueur.

345. Notre système de sécurité sociale et de filets de protection sociale évolue en permanence pour demeurer conforme à la Convention.

346. La préparation et l'établissement du rapport ont permis au Brunéi Darussalam de prendre conscience de la nécessité de se recentrer sur des problèmes auxquels il n'avait pas accordé suffisamment d'importance. La Convention relative aux droits de l'enfant l'a également aidé à élaborer les stratégies dont ses enfants bénéficieront dans un proche avenir, car il ne demande qu'à améliorer ses politiques en vue d'appliquer pleinement les objectifs énoncés dans cet instrument.

ANNEXES

Annexe I

**Statistiques relatives aux nourrissons abandonnés
au Brunéi Darussalam**

Année	Garçons	Filles	Total
1995	1		1
1996		1	1
1997	1		1
1998	2	1	3
1999	6		6
2000		1	1

Source: Bureau du Procureur général.

Annexe II

Infractions à l'ordonnance sur les enfants de 2000

Infraction

art. 26	Art. 33	art. 34	art. 28	art. 27
Mauvais traitements, négligence, abandon physique ou moral	Transfert illégal de garde ou d'autorité	Organisation de l'immigration d'un enfant sous de faux prétextes	Abandon d'un enfant sans surveillance raisonnable	Utilisation d'un enfant à des fins de mendicité ou autres activités illégales



Sanction

Emprisonnement de 7 ans maximum, assorti de 10 coups de fouet et/ou amende de 20 000 dollars maximum

Emprisonnement de 7 ans maximum, assorti de 10 coups de fouet et/ou amende de 20 000 dollars maximum

Emprisonnement de 7 ans maximum, assorti de 10 coups de fouet et/ou amende de 20 000 dollars maximum

Emprisonnement de 5 ans maximum, assorti de 10 coups de fouet et/ou amende de 10 000 dollars maximum

Emprisonnement de 5 ans maximum assorti de 8 coups de fouet et/ou amende de 10 000 dollars maximum

Source: Bureau du Procureur général.

Annexe III

**Statistiques relatives aux personnes de sexe féminin hébergées à Taman Noor Hidayah
(foyer géré par le Service des affaires sociales)**

Motifs de l'hébergement	1995	1996	1997	1998	1999	Total
Perte de la maîtrise de soi	9	9	2	12	11	13
Exploitation sexuelle	–	–	–	–	5	5
Problèmes familiaux	–	–	–	1	3	4
Négligence (orphelins)	4	4	–	–	–	8
Abus sexuels	3	–	–	–	6	9
Total	16	13	2	13	25	69

Source: Service des affaires sociales.

Annexe IV

Statistiques démographiques relatives aux enfants

	1978	1983	1988	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998
Nombre total de naissances	5 662	6 031	6 932	7 330	7 354	7 321	7 401	7 690	7 498	7 457
Nombre total de naissances vivantes	5 598	5 981	6 884	7 290	7 314	7 270	7 341	7 633	7 459	7 411
Taux de mortinatalité (pour 1 000 naissances)	11,3	8,3	6,9	5,5	5,4	7,0	8,1	7,4	5,2	6,2
Taux de mortalité intra-utérine (pour 1 000 naissances vivantes)	22,1	13,4	10,1	9,8	11,4	10,5	12,3	10,7	8,9	9,0
Taux de mortalité néonatale précoce (première semaine) (pour 1 000 naissances vivantes)	10,9	5,4	3,2	4,4	6,0	3,6	4,2	3,3	3,8	2,8
Taux de mortalité néonatale (premier mois) (pour 1 000 naissances vivantes)	12,2	6,1	3,8	6,7	7,7	5,1	5,3	4,5	4,7	4,7
Taux de mortalité infantile (première année) (pour 1 000 naissances vivantes)	20,0	10,9	7,0	9,6	11,2	8,4	7,9	6,9	7,4	6,5
Taux de mortalité post-infantile (1-4 ans) (pour ‰)	1,4	1,3	0,6	0,5	0,6	0,5	0,5	0,5	0,5	0,5

Annexe V

**Statistiques relatives aux écoles religieuses islamiques (établissements,
élèves et enseignants) (1996-2000)**

Année scolaire	1996	1997	1998	1999	2000
Établissements	113	114	110	115	117
Classes	1 426	1 486	1 573	1 632	1 673
Élèves de sexe masculin	16 055	16 816	17 128	18 060	18 740
Élèves de sexe féminin	15 469	15 912	16 203	16 914	17 489
Enseignants	1 176	1 406	1 468	1 579	1 580
Nombre d'élèves par établissement	279	287	303	304	310
Nombre d'élèves par classe	22	22	21	21	22
Nombre d'élèves par enseignant	26	23	23	22	23

Sources: Département des études islamiques, Ministère des affaires religieuses.

